Revue d'histoire de l'enfance « irrégulière »

Le Temps de l'histoire

Hors-série | 2007

**Pages d'histoire, la protection judiciaire des mineurs,
XIX^e-XX^e siècles**

De la correction à l'éducation

Aniane, une institution pour mineurs

Jacques Bourquin

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rhei/3020>

DOI : 10.4000/rhei.3020

ISBN : 978-2-7535-1647-2

ISSN : 1777-540X

Éditeur

Presses universitaires de Rennes

Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 2007

Pagination : 219-258

ISSN : 1287-2431

Référence électronique

Jacques Bourquin, « De la correction à l'éducation », *Revue d'histoire de l'enfance « irrégulière »* [En ligne], Hors-série | 2007, mis en ligne le 01 février 2010, consulté le 30 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/rhei/3020> ; DOI : 10.4000/rhei.3020

De la correction à l'éducation

Aniane, une institution pour mineurs^(*)

Jusqu'au milieu de notre siècle, bien des enfants, qui ne le méritaient guère, entendaient cette menace : « Si tu n'es pas sage, tu iras en maison de correction. » Une sorte de croque-mitaine institutionnel : Mettray, Belle-Île-en-Mer, Saint-Hilaire, Saint-Maurice, Aniane... Dans les années 1920, on qualifiait ces maisons de « bagnes » d'enfants, elles ne commencèrent à disparaître qu'à la veille de la dernière guerre.

« Si tu n'es pas sage, tu iras à Aniane ! » Après une longue histoire religieuse, puis une courte histoire industrielle qui se termine en 1843, débute une période pénitentiaire pour majeurs, puis pour mineurs à partir de 1885. Il faudra attendre 1945, voire 1953, pour que l'institution d'Aniane, indépendante de l'Administration pénitentiaire, s'inscrive dans une voie plus éducative.

Aniane, maison centrale de détention (1845-1885)

La famille Farel, propriétaire de la filature d'Aniane, la vend au ministère de l'Intérieur en 1843 ; celui-ci y installe en 1845 une maison centrale de détention qui deviendra maison de force en 1879. Les bâtiments sont adaptés à leur nouvelle utilisation, on aménage la cour d'honneur dont les bâtiments, à l'exception de ceux plus anciens du prieur, datent de cette époque. Un mur d'enceinte est restauré.

En 1865, est bâti un quartier cellulaire et les locaux prennent progressivement leur aspect pénitentiaire. La maison centrale fonctionne « à l'entreprise », ⁽¹⁾ les détenus façonnent des espadrilles, des sonnettes, des cabas, des peignes, des boutons. ⁽²⁾ Au milieu du Second Empire, la prison compte jusqu'à 700 détenus, 218 mourront lors de l'épidémie de choléra de 1854. Nous ne disposons pas d'éléments particuliers concernant la fermeture de la maison de force en 1885.

(*) Article publié dans
*Cahiers d'arts et traditions
rurales*, n° 14, 2002,
p. 143-168.

(1) Christian Carlier,
*La prison au champ.
Les colonies d'enfants délin-
quants du nord de la
France au XIX^e siècle*,
Paris, Éd. de l'Atelier,
1994, p. 513.

(2) Yves Roumajon,
*Enfants perdus, enfants
punis*, Paris, Robert
Laffont, 1989.

Quelques considérations historiques

Il y a un questionnement qui traverse en permanence, hier comme aujourd'hui, toute l'histoire de l'intervention auprès de l'enfant qui a à faire à la justice pénale.

Est-il plus un enfant coupable à enfermer, à corriger, qu'un enfant victime à éduquer, à protéger ?

Les réponses varient suivant les époques. L'histoire de la colonie pénitentiaire d'Aniane à partir de 1885 et celle de l'institution publique d'éducation surveillée après 1945, peuvent apparaître comme deux phases de cette réponse.

Si à la colonie, on parle d'éducation correctionnelle, on y aura surtout des pratiques répressives, disciplinaires, et l'aspect éducatif ne subsistera que dans les rapports officiels. L'IPES, soixante ans plus tard, s'inscrira progressivement dans une voie éducative qu'il lui faudra conquérir non sans mal, en butte à de nombreux archaïsmes pénitentiaires.

Avant d'évoquer l'ouverture de la colonie, il est bon d'essayer de la situer dans son contexte juridique, social et culturel, celui du XIX^{ème} siècle.

C'est une loi pénale de 1791 préfigurant le Code pénal de 1810 qui fixe la minorité pénale à 16 ans. Elle introduit dans cette approche de la minorité la notion de discernement et la question de savoir à quel moment un mineur est accessible à la sanction pénale. Le mineur considéré comme discernant est condamné à une peine inférieure à celle des adultes. Le mineur non discernant est acquitté, soit remis à ses parents, soit placé dans une maison d'éducation spéciale pour y être élevé et détenu jusqu'à sa majorité pénale ou civile. Les premières maisons d'éducation spéciale n'apparaissant que sous la Monarchie de Juillet, pendant près d'un demi-siècle on sera confronté à ce système absurde. Les uns et les autres seront placés dans les mêmes maisons de détention, sous la même régime, mêlés aux adultes. Pour les discernants, la détention durera le temps de la peine, souvent quelques mois ; pour les non discernants, elle durera jusqu'à l'âge de 16 ans ou 20 ans.

Quelques quartiers de mineurs apparaissent dans les prisons dès 1824, mais il faudra attendre 1836 pour que le ministère de l'Intérieur, dont dépend le secteur des prisons, ouvre la maison d'éducation correctionnelle de la Petite Roquette à Paris, malgré un réel souci d'apprendre un métier aux jeunes détenus, de leur donner un enseignement scolaire et religieux. La Petite Roquette

construite sur le modèle du panoptique de Bentham⁽³⁾ tiendra beaucoup plus d'une prison où l'on va privilégier l'isolement et le silence que d'une maison d'éducation. Une autre réalisation, quasi contemporaine de la précédente, sera celle des colonies agricoles, illustrée par une formule célèbre de l'époque due à Charles Lucas⁽⁴⁾ « sauver le colon par la terre, et la terre par le colon ». La plus célèbre d'entre-elles sera la colonie de Mettray ouverte en 1839 près de Tours par un magistrat philanthrope Frédéric-Auguste Demetz.⁽⁵⁾ Le fondateur de Mettray parle des « innocents coupables » en évoquant les futurs colons, il souhaite « les enlever à la corruption des villes pour les ramener aux principes fondamentaux des sociétés primitives ». Il entend, par ce terme, la société rurale.

L'essor industriel, l'urbanisation massive, la constitution d'un prolétariat urbain misérable qui inquiète la société bourgeoise et citadine, amènent naturellement à éloigner les enfants pauvres et vagabonds des villes (le vagabondage des mineurs restera un délit jusqu'en 1935) pour les réintroduire dans le monde rural, qui acquiert ainsi une sorte de fonction rédemptrice à l'égard de l'enfant vagabond tout en protégeant la société urbaine. La référence religieuse reste très présente, évoquant les bienfaits de la nature, Demetz écrit : « Elle rapproche de Dieu, elle inspire la crainte divine et par là même la soumission à l'autorité. »⁽⁶⁾ Une entreprise pédagogique où éducation et soumission se conjuguent.

Une loi du 5 août 1850 affirme la nécessité de multiplier les colonies agricoles développées par le courant de la philanthropie sociale, mais elle laisse entendre que l'État se substituera à l'initiative privée si le besoin s'en fait sentir. Cette même loi de 1850 prévoit la création de colonies publiques : les colonies pénitentiaires, pour les mineurs acquittés ayant agi sans discernement, non remis à leur famille, ainsi que les mineurs condamnés comme discernants à un emprisonnement de 6 mois à 2 ans. Les articles 10 et 16 de la même loi prévoient des colonies correctionnelles pour les mineurs condamnés à plus de 2 ans, ainsi que pour les insubordonnés des colonies pénitentiaires. Les condamnés à moins de 6 mois, du fait de la courte durée de leur peine, sont maintenus dans les quartiers de mineurs des maisons de détention.

À partir de 1860, à l'image de l'enfant pauvre et vagabond des villes, à celle de « l'innocent coupable », se substitue progressivement celle, beaucoup plus

(3) Jérémy Bentham, pénaliste anglais (1748-1832).

(4) Charles Lucas, inspecteur général des prisons, fondateur d'une colonie agricole au Val-d'Yèvre en 1847.

(5) Frédéric-Auguste Demetz, magistrat 1797-1873, un des promoteurs des colonies agricoles.

(6) Rapport annuel de la colonie de Mettray, 1846, document consulté à la bibliothèque 2RJ, CNFE-PJJ, Vaucresson.

inquiétante, de l'enfant criminel, de l'inamendable. Plus que la délinquance des jeunes, c'est le regard sur l'enfant de justice qui change. On assiste à un glissement idéologique important avec l'apparition du positivisme qui accorde la primauté aux sciences fondées sur l'observation et rejette, comme utopie, l'image de l'enfant, de la nature, puisée chez Jean-Jacques Rousseau et chez les Romantiques. Le courant positiviste s'affirme en particulier dans le domaine d'une nouvelle science, la criminologie, où César Lombroso développe la théorie du criminel né. Dans son ouvrage *L'homme criminel*,⁽⁷⁾ publié en 1876, il privilégie l'idée que le délinquant porte sa criminalité dans son propre patrimoine génétique. Les médecins aliénistes parlent de dégénérescence, de tares héréditaires, qui prédisposent à la délinquance. Le vagabondage des mineurs est considéré comme une forme atavique du fait criminel. Le mineur délinquant est enfermé dans un déterminisme impitoyable, l'heure n'est plus aux projets d'éducation, il n'y a plus pour le mineur délinquant que le châtiment, l'enfermement et la discipline. On écrit dans un congrès pénitentiaire de 1890 : « Il faut soumettre l'enfant, s'il continue à fauter, c'est que la discipline n'est pas suffisante. » En fait, la discipline est devenue l'unique moyen d'éducation et de moralisation. Comme le prévoyait la loi de 1850, l'Administration pénitentiaire va ouvrir ses propres colonies et entériner le déclin du secteur privé. Ce sera la création des colonies des Douaires, de Saint-Hilaire en 1860, de Saint-Maurice en 1872, de Belle-Île en 1880, d'Aniane en 1885.

La colonie pénitentiaire d'Aniane. Une colonie industrielle

Yves Roumajon,⁽⁸⁾ évoquant l'ouverture de la colonie d'Aniane en 1885, écrit qu'elle fut le fruit de deux opportunités complémentaires.

– La solution agricole qui avait été privilégiée par l'Administration pénitentiaire après la loi de 1850, montrait des inconvénients de plus en plus manifestes, en particulier pour une majorité de colons qui venait de la ville et qui ne trouvait pas d'emplois lorsqu'elle y revenait.

– L'autre opportunité était liée à la fermeture, en 1885, d'une colonie privée ouverte en 1850 à Vailhauquès, un village à quinze kilomètres d'Aniane, par un prêtre, l'abbé Soulas. Elle avait appartenu par la suite au Marquis de Forton qui ferma la colonie. Elle avait fait l'objet de nombreuses critiques sur le plan sanitaire depuis 1870. Marie Rouanet⁽⁹⁾ a relevé, dans une enquête

(7) César Lombroso,
L'homme criminel, Paris,
Alcan, 1887, 2 vol.

(8) Yves Roumajon,
op. cit., p. 228.

(9) Marie Rouanet,
Les enfants du bagne, Paris,
Payot, 1992, p. 220.

qu'elle a effectuée sur Vailhauquès, 14 décès de colons en 1874, en 1876-1877-1878 : la moitié des décès de la commune sont des colons. 14 décès encore en 1880 puis le nombre diminue progressivement jusqu'au moment de la fermeture, qui correspond à l'ouverture d'Aniane.

Les premiers colons arrivent à Aniane le 29 juin 1885, ils sont douze.⁽¹⁰⁾ Tous sont placés en tant que non discernants, ce sont donc des jeunes acquittés. Deux viennent de Paris, deux autres de l'Hérault, tous les autres viennent de diverses régions de France. À leur arrivée, neuf ont moins de 16 ans, trois ont entre 16 et 18 ans. On peut penser que ces trois-là proviennent d'autres établissements publics ou privés. Dix d'entre eux sont placés jusqu'à 20 ans, un jusqu'à 18 ans, un autre jusqu'à 16 ans. On prévoit donc en moyenne des placements de trois à quatre ans. Les derniers pupilles de Vailhauquès les rejoindront peu après. L'établissement, placé sous la direction de M. Narret, ouvre dans un premier temps avec un atelier de bonneterie, de cartonnerie, d'ébénisterie, de sculpture sur bois.⁽¹¹⁾ On adjoint au directeur un ingénieur des Arts et Métiers. Rapidement vont être recrutés un surveillant chef et une trentaine de surveillants. En 1889, il y a 515 colons ; d'autres ateliers sont ouverts : galoches, espadrilles, cordonnerie, tonnellerie, taillanderie. C'est seulement en 1894 que sera appliqué le système de régie directe ; jusqu'alors la colonie continuait à fonctionner avec les contrats d'entrepreneur de l'ancienne maison de force.⁽¹²⁾

Vu le nombre important des colons, on a dû abattre les arbres de la cour d'honneur pour permettre les exercices militaires des colons, les évolutions diverses et les défilés.

Alain Rivière, magistrat, membre de la Société générale des prisons, vient visiter la colonie en 1892. Il y a 362 colons, 28 surveillants et 2 instituteurs sans formation appropriée. Il écrit : « Les cours étant insuffisants pour permettre jeux et courses..., les enfants sont réduits à se promener en rond, à s'isoler dans les cours, à se coucher par terre... Le dimanche de grandes promenades ont lieu aux environs, mais les habitudes sédentaires sont déjà si investies que certains enfants préfèrent rester accroupis le long de leurs murs..., seule la baignade, l'été, a pour eux de l'attrait. »⁽¹³⁾

Les colons couchent dans de grands dortoirs sans séparation individuelle. Il y a un quartier cellulaire de 27 cellules « presque toujours vides, seules les

(10) Dossier Aniane, fonds Brisset, versement n° 20000111, Centre des archives contemporaines, Fontainebleau.

(11) Christian Carlier, *op. cit.*, p. 513.

(12) Henri Gaillac, *Les maisons de correction*, Paris, Éd. Cujas, 1992, p. 163.

cellules qui se trouvent dans la détention reçoivent deux ou trois têtes chaudes ».⁽¹⁴⁾

(13) *Revue pénitentiaire*,
1892, p. 860 *sqq.*

(14) *Ibid.*

(15) *Ibid.*

Le visiteur évoque toutefois « le côté paternel de la direction, les jeunes libérés reviennent à la colonie montrer leurs galons de caporaux, de sous-officiers ».⁽¹⁵⁾ Il déplore cependant, comme contraire à la morale, que les colons récompensés par des galons soient investis comme prévôts, ce qui leur donne la possibilité de signaler les infractions des autres colons à la direction. Il est à remarquer que ce système existait déjà en 1840 à la colonie de Mettray où « les frères aînés » avaient le même rôle. Les choses vont, semble-t-il, assez vite se dégrader. Henri Joly, qui visite Aniane en 1897, parle de 40 % de récidive chez les jeunes libérés des dernières années. « Les ateliers permettent aux jeunes colons d'apprendre leur métier dans des conditions exceptionnelles... Le travail du soir est éclairé à la lumière électrique mais les pupilles ne trouveront pas toujours à être employés dans de si beaux ateliers. »⁽¹⁶⁾

(16) Henri Joly, *À la recherche de l'éducation correctionnelle*, Paris, Victor Lecoffre, 1902, p. 83-90.

Il est par contre infiniment plus critique quant au régime moral : « Les enfants sont abandonnés à eux-mêmes... Les instituteurs ont un rôle subordonné... Ils oublient qu'ils devraient être des éducateurs... On les emploie le plus souvent dans les bureaux pour suppléer à l'insuffisance des personnels. »⁽¹⁷⁾ Parfois, continue Henri Joly, c'est un pupille qui joue le rôle de moniteur de classe.

(17) *Ibid.*

Pourquoi, s'interroge Henri Joly, « n'ouvre-t-on pas à Aniane des ateliers qui rapprochent du travail rural et du travail du pays, ce qui aiderait à trouver des places pour les colons ? »⁽¹⁸⁾ Le directeur d'Aniane souhaiterait ouvrir un atelier de tonnellerie. Ce n'est pas possible car la colonie d'État a besoin de vendre ses produits, il faut écouter l'ouvrier du pays qui se plaint de la concurrence, voilà pourquoi on se rabat sur des industries dont les produits se placent au loin.

(18) *Ibid.*

Depuis que la colonie de Mettray avait ouvert ses ateliers de fabrication d'outils aratoires, le problème de la concurrence avec les entreprises locales avait toujours été soulevé. Ainsi, lors de la révolution de 1848, le gouvernement provisoire avait même envisagé de les faire disparaître, il avait fallu alors une intervention de Frédéric-Auguste Demetz, le fondateur de la colonie de Mettray, auprès du ministre de l'Intérieur Ledru-Rollin, pour que les ateliers soient maintenus dans les colonies agricoles.⁽¹⁹⁾

(19) Correspondance
inédite de Frédéric-
Auguste Demetz, archives

Selon Henri Gaillac,⁽²⁰⁾ la déchéance éducative de la colonie d'Aniane s'accroît à partir de 1895. On y envoie, dit-il, les éléments les plus difficiles des colonies privées qui sont en pleine régression et dont certaines ferment depuis quelques années. On mentionne en septembre 1896 une tentative de rébellion avec de nombreuses évasions.⁽²¹⁾

La circulaire de novembre et décembre 1898 et les incidents d'Aniane

Une circulaire du ministère de l'Intérieur du 29 novembre et des 1^{er} et 2^e décembre 1898 vise à adoucir le règlement des colonies pénitentiaires en usage depuis 1869. Cette circulaire n'est pas sans lien avec la création depuis 1890 des comités de défense des enfants traduits en justice dans lesquels avocats, magistrats, médecins, veillent à améliorer la législation et le sort des mineurs traduits devant les tribunaux. Une loi du 19 avril 1898 sur les violences à enfants associe dans une même formule les violences portées sur et par les enfants⁽²²⁾ partant du principe que derrière l'enfant coupable il y a aussi un enfant victime.

La circulaire interdit de supprimer la pitance plus de deux fois par semaine aux punis et de faire porter aux évadés des colonies pénitentiaires un costume humiliant. Elle supprime l'usage des menottes et le recours à de longues marches forcées.

Dans un article de la *Revue pénitentiaire*, portant sur cette circulaire, Alain Rivière, magistrat et membre de la Société générale des prisons, appelle la question posée à la Chambre le 2 décembre 1898 par le député Fournière⁽²³⁾ au ministère de l'Intérieur, au sujet des mauvais traitements subis par les jeunes détenus de la colonie d'Aniane :

« Une partie des punitions porte sur la nourriture, la punition de salle de police consiste en une infernale promenade de 35 à 45 kilomètres à la file indienne avec une nourriture restreinte. On abuse de la cellule et outre que l'enfant y est laissé pendant un temps qui peut aller jusqu'à 4 mois dans la plus complète solitude, dans l'inaction la plus absolue, on y fait usage des menottes... Un enfant serait mort à l'infirmerie quelques heures après sa sortie de cellule. Les évadés portent un uniforme mi-partie blanche, mi-partie bleue, leur tête à moitié rasée. Plusieurs enfants ont été victimes de brutalités de la part du directeur, soit de la part des surveillants. »⁽²⁴⁾

de la colonie de Mettray,
à Mettray.

(20) Henri Gaillac,
op. cit. p. 120.

(21) *Revue pénitentiaire*,
1898, p. 1285.

(22) *Revue pénitentiaire*,
1900, p. 61.

(23) Eugène Fournière,
député de l'Aisne 1898-
1902, directeur de
la revue *Socialiste* (1857-
1914), a fortement
critiqué les Bons Pasteurs.

(24) *Revue pénitentiaire*,
1899, p. 129.

Le député Fournière dit tenir ses éléments d'anciens colons et d'anciens surveillants de la colonie.

Le sous-secrétaire d'État à l'Intérieur, Jules Legrand, répond en faisant référence à une inspection qui a été envoyée à Aniane : « Beaucoup des faits allégués sont inexacts ou exagérés » ; « il ne s'agit pas, *ajoute le ministre*, d'enfants qu'on puisse traiter comme dans une maison d'éducation. À chaque instant, ils menacent de mort leurs gardiens et aussi leurs camarades, il en est comme des fous furieux... Il est nécessaire de se défendre contre ces forcenés... » ⁽²⁵⁾

(25) *Ibid.*

Le directeur d'Aniane, Renard, refuse de se conformer aux nouvelles circulaires. Une révolte éclate dans la nuit de Noël 1898. Les colons se mutinent et incendient les ateliers. Alain Rivière précise que « les rebelles ne purent être réduits que par l'emploi d'une force publique importante complétée par l'intervention des pompiers... Les douches et la cellule en vinrent à peine à bout ». ⁽²⁶⁾ Selon Christian Carlier, ⁽²⁷⁾ 72 rebelles seront envoyés à la colonie correctionnelle d'Eysses.

(26) *Ibid.*

(27) Christian Carlier,
op. cit., p. 589.

(28) *Revue pénitentiaire*,
1899.

Le sous-secrétaire d'État Legrand se rend à Aniane et, non sans ironie, Alain Rivière écrit dans la *Revue pénitentiaire* ⁽²⁸⁾ que « M. Legrand formula devant les jeunes révoltés la théorie humanitaire, qu'il ne fallait jamais infliger une punition de nature à nuire à la santé ».

Le 9 janvier 1899, un arrêté du ministre de l'Intérieur crée une commission chargée d'élaborer des projets de règlements nouveaux pour les établissements pénitentiaires pour mineurs.

La visite du ministre Legrand à Aniane est alors l'objet d'une vive réaction d'Henri Joly, célèbre pour ses travaux sur l'éducation correctionnelle, qui écrit dans la *Revue pénitentiaire* : « Allez-vous discuter avec des indisciplinés pour démontrer que dans certains moments le pain sec et le cachot sont hygiéniques, qu'en tout cas ils font moins de mal à la santé totale que la crise de colère et les autres péchés capitaux dont on cherche à réprimer chez eux les excès ! » ⁽²⁹⁾

(29) *Revue pénitentiaire*,
1900, p. 81.

La commission constituée par Legrand rend son rapport début 1899, mais devant les récriminations des directeurs de colonies pénitentiaires, le pain sec et la cellule sont rétablis par arrêté du 30 juin 1899 ; il est à remarquer que Jules Legrand n'est plus ministre depuis 8 jours.

Lors de l'enquête faite dans le cadre de la commission à la colonie d'Aniane, le directeur Renard avait évoqué la situation déplorable de l'institution : « Les

enfants ne travaillent plus, ou ne font que ce qu'ils veulent bien. »⁽³⁰⁾ Malgré les réserves de la commission, Renard demande qu'on revienne au système antérieur de punitions si l'on veut assurer le bon ordre de l'institution, « il faut pouvoir mettre un enfant au pain sec pendant 2 ou 3 jours, s'il refuse le travail. »⁽³¹⁾ M. Renard reconnaît toutefois devant la commission que les enfants punis de cellule sont rarement visités et qu'il n'y a pas de dortoirs cellulaires à Aniane, ce qui rend la surveillance de nuit à peu près nulle dans des dortoirs de 120 lits. Le directeur d'Aniane admet le sursis sauf pour les punitions graves, celles de cellule ou de salle de discipline.

(30) *Revue pénitentiaire*, 1900.

(31) *Ibid.*

La colonie entre dans le XX^{ème} siècle

Au Congrès pénitentiaire international de 1900 à Bruxelles,⁽³²⁾ la direction de l'Administration pénitentiaire évoque dans son rapport la colonie d'Aniane ; elle en renvoie une image plutôt lénifiante. En ce qui concerne l'éducation professionnelle, elle indique que sont utilisés à l'agriculture les enfants d'origine rurale et ceux qui sont chétifs. Les autres, le plus souvent d'origine urbaine, sont utilisés dans les ateliers de mécaniciens, forgerons, tourneurs, ajusteurs, taillandiers, ferblantiers, menuisiers, charrons, chaudronniers, tailleurs et cordonniers.

L'Administration, est-il précisé, ne vend aucun produit. Tout ce qui sort des ateliers d'Aniane est expédié vers les autres colonies et établissements pénitentiaires.

« La colonie a permis de donner une instruction professionnelle très complète à un certain nombre de pupilles et de faire à l'État une économie très appréciable dans la défense concernant les machines, instruments et objets, mobiliers des divers établissements pénitentiaires. » On peut se demander, à juste titre, si la colonie n'est pas plus une institution de production que d'éducation.

La loi du 12 avril 1906 va porter la minorité pénale de 16 à 18 ans et amener à un vieillissement de la population des colonies pénitentiaires.

À ce sujet, le docteur Rouveyrolis, qui est depuis de longues années le médecin de la colonie d'Aniane, écrit en juin 1912 : « Sur 386 pupilles, 176 ont été envoyés à Aniane alors qu'ils avaient plus de 16 ans, leur expérience dans le vice dépasse très souvent toute vraisemblance, ils ne s'en cachent pas, ils s'en vantent... Ils accepteraient les sanctions communes qui frappent les adultes, ils se

(32) *L'enfant à travers les âges*, section éducation pénitentiaire, mai 1901, p. 39-41.

(33) *Bulletin de l'union des sociétés de patronage*, 1913, n° 4, p. 272.

(34) *L'Éclair*, 29 avril 1914 ; *Cahiers d'arts et traditions rurales*, n° 8/9, 1995-1996, p. 5-6.

révoltent contre la solution dont ils ont été l'objet ».⁽³³⁾ Le Dr Rouveyrolis trouve que la durée trop longue de séjour de la colonie les exaspère, elle est souvent de cinq ans pour ceux qui arrivent à 16 ans, « cela heurte leur maturité vicieuse ». Il conclut qu'il est nécessaire que l'Administration pénitentiaire opère une séparation absolue entre les pupilles les plus jeunes et les plus âgés.

Les années qui précèdent la guerre de 1914 paraissent problématiques. En 1912, alors que l'effectif est de 368, on mentionne 49 évasions, soit 1/8, et 28 envois à la colonie correctionnelle d'Eysses. En 1913, où l'effectif est de 333, une mutinerie éclate le 2 mars, on parle de 95 évasions, 21 colons sont envoyés à Eysses. En 1914, où l'effectif est descendu à 191, une mutinerie éclate le 28 avril, une cinquantaine de colons escalade le mur de clôture de la colonie, moleste des habitants, commet plusieurs vols. Des hommes du village s'arment de fusil avant que n'arrive la gendarmerie. Il y aura 29 évasions et 90 colons seront envoyés à Eysses. La presse locale⁽³⁴⁾ évoque avec abondance cette révolte et critique, entre autres, la loi de 1906 qui allonge la minorité pénale de 16 à 18 ans. C'est aussi la remise en cause de la loi de 1904 qui permet à l'Assistance publique de faire interner dans les colonies pénitentiaires ses « enfants insoumis et vicieux ». Il y a, lit-on dans *Le Petit Méridional* du 30 avril 1914, « tout un ramassis d'individus tarés, au moral atrophié, à la conscience éteinte qu'on envoie dans les colonies pénitentiaires ». La presse n'est pas sans évoquer les Apaches qui sévissent dans la région parisienne depuis plusieurs années : « Les prétendus non discernants de l'Administration pénitentiaire sont de vulgaires Apaches, de véritables bandits. »

Il y a dans ces réactions des conséquences de la loi du 27 juillet 1912 qui vient d'instituer le tribunal pour enfants et adolescents et un aménagement de la législation pénale pour les mineurs.

Il est toutefois à remarquer que cette loi n'a été votée qu'à minima, un seul tribunal pour enfants est créé, celui de la Seine. Ailleurs, c'est le tribunal correctionnel qui se réunit le jeudi pour juger les mineurs. Il est prévu un examen médical mais celui-ci est uniquement facultatif et l'enquête sociale n'est obligatoire que pour les mineurs de 13 ans. On a l'impression que le législateur, étant donné l'augmentation de la délinquance juvénile dans la première décennie du XXème siècle, n'a pas retenu toutes les réformes envisagées. Ainsi la loi de 1912, qui préfigure la notion d'éducabilité du mineur délinquant, n'aura

aucun effet quant à la réforme des colonies pénitenciaires. Elle prévoira toutefois dans la continuité de la loi de 1898 la possibilité pour les mineurs acquittés dits non discernants, d'être placés dans des institutions charitables, les patronages qui se sont largement développés depuis la fin du XIX^{ème} siècle et qui apparaissent comme une réponse alternative aux colonies pénitenciaires. L'instauration par la loi de la liberté surveillée permettra de maintenir certains mineurs dans leur famille, où ils feront l'objet d'une surveillance par un délégué bénévole du tribunal, le plus souvent membre des sociétés de patronage.

Au lendemain de la guerre de 1914-1918, où la loi de 1912 commencera réellement à être appliquée, l'Administration pénitentiaire fermera plusieurs de ses colonies pénitenciaires (Saint-Bernard, Gaillon, le Val-d'Yèvre, les Douaires, Auberive). Dès le lendemain de la guerre, l'Administration pénitentiaire sera de plus en plus remise en cause quant à la dureté de ses établissements pour mineurs. Les tribunaux feront de plus en plus appel aux sociétés de patronage. L'Administration pénitentiaire fermera plusieurs de ses établissements. En 1925, il ne restera que 5 colonies pour les garçons et 3 écoles de préservation pour les filles.

Aniane les années 1920. Les regards de deux visiteurs :

André Mailhol et Louis Roubaud

Si Aniane demeure le prototype de la colonie industrielle, elle a cependant élargi son activité à la dimension agricole. En 1913, à un petit jardin de 83 ares s'est ajouté l'achat d'un terrain rocailleux qui va devenir vignoble et qui produira, vers 1925, 200 hectolitres de vin par an. En 1924, on doublera la superficie du jardin.

André Mailhol, avocat, puis attaché au parquet de Montpellier, publie en 1927 une étude sur la colonie d'Aniane qu'il a longuement visitée. Il sera avec le journaliste Louis Roubaud un de nos informateurs pour cette période.

Au 31 juillet 1927, la colonie compte 218 pupilles et une cinquantaine de personnels de surveillance. Il est à remarquer qu'André Mailhol n'utilise plus le terme de colon mais celui de pupille qui sera officialisé quelques mois plus tard par un décret du 30 décembre 1927. Ce décret remplacera l'appellation de colonie pénitentiaire par celle de maison d'éducation surveillée, les sur-

veillants seront appelés moniteurs, mais conserveront leur fonction de surveillance, et les colons deviendront pupilles.

En fait, cette pseudo-réforme n'apportera que quelques modifications dérisoires : en devenant moniteurs les surveillants abandonneront leur képi pour le remplacer par une casquette et les pupilles quitteront leurs sabots pour les remplacer par des galoches.

Les personnels

André Mailhol écrit qu'en règle générale, « ce sont des personnels sans aucune formation et qui n'ont fait l'objet d'aucune sélection... S'ils étaient plus minutieusement choisis, s'ils connaissaient mieux leur métier et remplissaient leur rôle avec confiance, nous pourrions enregistrer des résultats supérieurs. Il y a trois instituteurs utilisés le plus souvent à la comptabilité : ce sont des sous-officiers en retraite qui ont obtenu ce poste comme emploi réservé ».⁽³⁵⁾ Un instituteur technique est chargé de la direction des services du bâtiment, mais ne semble pas avoir de fonctions pédagogiques, celles-ci sont laissées à un contremaître général des ateliers, issu du cadre de surveillance, il a sous son autorité les surveillants contremaîtres et les ouvriers libres⁽³⁶⁾ censés assurer l'apprentissage d'un métier. Le directeur de 1927 est un ancien instituteur public, sur lequel André Mailhol a une bonne opinion, mais qui est très accaparé par ses tâches administratives. On peut dire sans excès, que s'il y a éducation, celle-ci est surtout disciplinaire.

Les pupilles, leur régime de vie

Le 31 juillet 1927, sur les 218 pupilles, 216 sont des mineurs placés, en tant que non discernants, les deux autres viennent de l'Assistance publique en vertu de la loi du 27 juin 1904 sur les enfants vicieux et insoumis. Le nombre massif de mineurs acquittés est une des conséquences de la loi de 1912 peu favorable à la condamnation des mineurs. On les considère comme non discernants. Selon A. Mailhol,⁽³⁷⁾ parmi ces mineurs, 124 sont des délinquants primaires et 94 proviennent des sociétés de patronage où ils ont été placés par les tribunaux afin d'éviter les colonies pénitentiaires. Ce sont des incidents de placement ou de nouveaux délits qui les amènent à Aniane. 56 sont là pour vagabondage (le vagabondage restera un délit jusqu'en 1935), 113 ont été

(35) André Mailhol,
La colonie agricole et industrielle d'Aniane,
Montpellier, imprimerie
Causse Grailhe et
Castelnau, 1927, p. 28.

(36) Ce sont des
ouvriers contractuels.

(37) André Mailhol,
op. cit., p. 30-31.

inculpés de vol ou tentative de vol, une dizaine pour infractions diverses (abus de confiance, recel...). Sur le plan géographique, un tiers vient de Paris ou du département de la Seine, les autres viennent des autres régions, seuls trois proviennent du département de l'Hérault. La tendance est de placer le pupille loin de chez lui pour éviter les évasions.

Par rapport à la fin de la première guerre mondiale, il semble y avoir une forte diminution des colons. Ceci est lié à la déflation relative au recours pénitentiaire pour les mineurs. Le nombre de colons était de 325 à Aniane fin 1919. Depuis 1922, il oscille entre 180 et 200. Évoquant la personnalité des pupilles, André Mailhol en a une vision bien négative : « 10 % des pupilles tarés accusant des vices sérieux de conformation physique » mais aussi d'autres « troublés par la puberté qui deviennent hébétés à la suite de pratiques vicieuses auxquelles ils se livrent sur eux-mêmes »... « Masturbation, pédérastie, ils ne sont pas susceptibles d'amendement. »⁽³⁸⁾

(38) *Ibid.*, p. 50.

Cette évocation de l'homosexualité ambiante dans ces institutions a amené depuis le début du siècle à transformer, dans les colonies pénitentiaires et correctionnelles, les dortoirs qui sont devenus cellulaires. Chaque pupille couche dans une cellule grillagée de 1,50 sur 2 mètres. Aniane possède sur ce modèle quatre dortoirs d'une contenance de 80 à 150 places. Pour renforcer la surveillance, une fermeture mécanique permet au moyen de leviers d'ouvrir et de fermer simultanément toutes les cellules.

Dès leur arrivée, les pupilles sont affectés dans un groupe déterminé en fonction du développement physique : les petits, les moyens, les grands. Pendant le premier mois, censé être le temps d'observation, ils sont affectés au service général (nettoyage, corvées...) avant d'être inscrits dans un atelier.

Les pupilles portent pendant la semaine une veste bourgeron treillis et pantalon. L'uniforme du dimanche rappelle celui du marin. Le régime alimentaire, fixé par un règlement du 31 mars 1864, comprend un kilo de pain par jour, une soupe au lever et une pitance de légumes secs au dîner (c'était à l'époque le déjeuner), une soupe au repas du soir, un morceau de pain au goûter. La semaine comprend trois régimes gras avec viande et quatre régimes maigres.

Un rapport d'inspection de 1926 évoque le bon état général du pupille, il l'illustre par cette affirmation : « Au moment de la conscription, la majorité des pupilles est pris dans le service armé. »⁽³⁹⁾

(39) Rapport d'inspection de M. Breton sur la colonie d'Aniane, 1926, document consulté à la bibliothèque 2RJ, CNFE-PJJ, Vaucluse.

Un régime disciplinaire

Il est un élément majeur de la vie à la colonie. L'idée d'éducation se confond avec celle de discipline.

Les récompenses

En 1926, 198 colons ont été inscrits au tableau d'honneur et 66 ont obtenu des grades de caporaux et de sergents qui leur donnent des avantages matériels dans leur vie quotidienne. 22 ont obtenu des éloges et félicitations. L'inscription au tableau d'honneur et les galons donnent droit à des vivres supplémentaires. Le dimanche, ragoût et quart de vin, les titulaires du tableau sont placés à une table distincte.

Les pupilles qui passent une année sans punition grave ont droit à une prime annuelle. Une autre forme de récompense est, après un certain temps passé à la colonie, le placement à l'extérieur chez un employeur, l'engagement dans l'armée, la remise à la famille.

Les punitions

En 1926, il est dénombré : 925 piquets, retenues sur pécule, pelotons de discipline ; 239 réprimandes ; 325 pain sec ; 268 pain sec sans pitance ; 64 peines de cellule ; 26 envois à la colonie d'Eysses. Soit huit fois plus de punitions que de récompenses.

Chaque matin, les punis de la veille comparaissent au prétoire où le directeur, assisté de l'instituteur chef et du surveillant chef, prononce les sanctions au vu du dossier du mineur. Une comptabilité des punitions et récompenses est tenue pour chaque pupille dans son cahier de statistique morale.

Les punitions de pain sec ne sont jamais appliquées plusieurs jours consécutifs, le pupille reçoit les vivres tous les deux jours. Au-dessus de sept jours, le médecin doit être consulté.

La mise en cellule est prononcée pour un temps qui ne peut excéder 15 jours et pour des faits graves (refus d'obéissance, refus de travail, rébellion, voies de fait sur les agents, insultes au personnel, évasion). Les pupilles punis de peloton de discipline forment, d'après le règlement de 1898, une escouade distincte, ils couchent dans un dortoir spécial, ils sont occupés à des corvées d'établissement, ils peuvent être mis au pain sec.

L'éducation professionnelle

Nous savons que celle-ci est surtout de type industriel. Tous les ateliers sont organisés pour le compte exclusif de l'Administration, les produits fabriqués sont destinés à la colonie ou à d'autres établissements pénitentiaires auxquels elle fournit du matériel agricole, des ustensiles de cuisine, des chaussures, des uniformes. L'Administration pénitentiaire réalise ainsi des bénéfices appréciables, aucun salaire n'étant attribué aux pupilles, ceux-ci travaillent de 7 à 11 heures et l'après-midi de 13 à 17 heures. Il semble difficile de parler d'une éducation professionnelle par un apprentissage régulier « l'enfant qui est placé, dès le premier jour de son arrivée à l'atelier, devant un étau, une lime à la main, passe son temps à limer le morceau de fer qui lui a été confié »... « La production industrielle au profit de l'État prédomine sur les autres intérêts. »⁽⁴⁰⁾

Les ateliers industriels sont au nombre d'une dizaine (ajustage, ferblanterie, cordonnerie, charronnage, menuiserie, atelier de tailleur et ravaudeur, maçonnerie, boulangerie). C'est l'atelier de tailleur et ravaudeur qui utilise le plus grand nombre de pupilles : 36, suivi par la cordonnerie : 24 pupilles.

Louis Roubaud, journaliste au *Quotidien de Paris*, qui a visité Aniane en 1925, évoque dans son enquête sur les colonies pénitentiaires – *Les enfants de Caïn* – « l'usine qui masque le couvent, les chaussures fabriquées sont destinées à l'armée, les vêtements sont les uniformes des gardiens, les treillis des prisonniers, les cruches, les charrues, les meubles à l'usage des autres colonies et des maisons de correction »,⁽⁴¹⁾

Il visite les ateliers. « Pas une parole, pas une cigarette ! Les volants tournent, les petits serpents d'acier jaillissent des limes..., il ne faut pas rire... il ne faut pas se distraire à regarder un camarade ou le plafond, les fenêtres placées haut donnent la lumière mais refusent le paysage. »

Un peu plus loin, Louis Roubaud fait référence à des événements tragiques qui se sont passés quelques années plus tôt.

À la forge, le jeune R. réprimandé par le contremaître prend une tige de fer qui rougissait sur le feu et lui plonge dans les entrailles.

À la cordonnerie, le jeune M., après quelques observations, abat son contremaître avec un tranchant.

Le pupille J., qui en veut à son camarade R., lui déchire le ventre avec une scie à couper le zinc.⁽⁴²⁾

(40) André Mailhol,
op. cit., p. 59-60.

(41) Louis Roubaud,
Les enfants de Caïn, Paris,
Grasset, 1925, p. 70-71.

(42) *Ibid.*, p. 79-80.

L'instruction primaire

L'effectif des classes est en moyenne de 65 élèves avec des instituteurs sans formation. Ils vont en classe, après huit heures de travail à l'atelier, le soir entre 17 heures 30 et 19 heures. Ne sont présentés au certificat d'études que les élèves offrant toutes les garanties de réussite. En décembre 1926, seuls 28 pupilles sur 188 ont le certificat d'études, 120 sont du niveau cours préparatoire ou cours élémentaire. Il est à remarquer que nombre d'entre eux sont à l'institution depuis plusieurs années. Pourtant la bibliothèque de la colonie contient 1500 volumes... À qui sert-elle ?

Il est prévu dans le règlement de 1863, un enseignement moral. Celui-ci était à l'origine de type religieux ; depuis les choses se sont laïcisées et toutes les semaines, le directeur ou un instituteur fait une conférence de morale pratique.

Où vont-ils après la colonie ?

Un pupille écrit à Louis Roubaud après sa sortie d'Aniane à l'âge de 19 ans. Il dit avoir été bien traité, mais « vous dépeindre après ma sortie, la misère physique et morale que j'ai endurée, serait trop long à écrire, sans affection, sans personne pour nous conseiller, je vous promets, Monsieur, que c'est dur de rester honnête ». ⁽⁴³⁾

(43) *Ibid.*, p. 82.

Il y a plusieurs moyens de quitter la colonie :

– le placement provisoire chez un employeur

C'est près de la moitié de l'effectif qui fait l'objet de ces placements après quelques années à la colonie. Le plus souvent agricoles, ils n'ont pas grand-chose à voir avec les activités de type industriel auxquelles ont été soumis les pupilles. André Mailhol précise que « les cultivateurs qui sollicitent l'aide des colons tendent à considérer ces derniers comme des criminels ». ⁽⁴⁴⁾ Le chiffre d'abandon de placement est éloquent : en 1925, plus du tiers des pupilles placés. Ce contrat de placement signé avec le directeur de la colonie fixe le prix des gages, les conditions dans lesquelles le pupille est nourri, habillé, logé. Les gages sont payés à la colonie et versés sur le livret de caisse d'épargne du jeune placé.

(44) André Mailhol,
op. cit., p. 85.

Une autre forme de placement se met en place en 1925. Les viticulteurs des environs emploient des pupilles pendant la journée, ceux-ci réintègrent la colonie le soir. Le salaire est acquis par moitié au pupille et versé sur le livret de caisse d'épargne, le reste revient à l'Administration.

– la remise aux familles

Cette modalité est rare : 21 pupilles en 1925, 16 pupilles en 1926. Il s'agit d'une sortie anticipée de la colonie. C'est une récompense.

– l'engagement militaire

À l'âge de 18 ans, cet engagement est possible, il tourne autour d'une trentaine de cas par an. C'est aussi une récompense.

– la libération définitive

Ils étaient 41 en 1925, 63 en 1926. Ce sont en général ceux dont la conduite a été médiocre, tissée d'incidents, d'évasions. Ils constituent, écrit André Mailhol, « un véritable danger, leur relèvement est bien problématique ». À ceux-là « s'ajoutent les débiles, ceux qui n'ont pas pu contracter un engagement, qui n'ont pu ni être placés ni remis à leur famille ».⁽⁴⁵⁾ Enfin, les appelés sous les drapeaux, ils sont 25 en 1925, 35 en 1926.

(45) *Ibid.*, p. 98.

On mentionne l'existence depuis 1890 d'un patronage dont le rôle est d'offrir une sorte de tutelle bénévole aux pupilles libérés qui souhaitent bénéficier de l'action du patronage. Le patronage peut faire des avances sur gage.

Louis Roubaud conclut son voyage dans les colonies pénitenciaires en évoquant « l'école du bagne ». Concernant Aniane, il écrit : « C'est une sorte d'école des Arts et Métiers où le cœur ni l'esprit ne s'éduquent..., on peut apprendre un métier en 13 heures ou 14 heures quotidiennes de travail forcé, mais on apprend aussi la haine du travail. » L. Roubaud ne croit guère à la réforme de ces institutions : « Il faut en raser les murs. »⁽⁴⁶⁾

(46) Louis Roubaud, *op. cit.*, p. 202-203.

André Mailhol, plus nuancé, parle de lacunes, en particulier concernant le choix des personnels et leur absence de formation. Il se demande si l'Administration pénitentiaire ne privilégie pas plus la production industrielle et la réduction des dépenses au détriment de l'éducation professionnelle.⁽⁴⁷⁾

(47) André Mailhol, *op. cit.*, p. 109 *sqq.*

Vers les réformes. Les campagnes de presse contre les bagnes d'enfants (1934-1937)

L'Administration pénitentiaire est, dès le lendemain de la guerre de 1914, fortement critiquée quant à son intervention auprès des mineurs qui lui sont confiés. Cette critique est déjà ancienne, c'est celle des comités de défense auprès des enfants traduits en justice qui se sont progressivement constitués dans les tribunaux depuis la fin du XIX^{ème} siècle, on y trouve des avocats,

des médecins, des philanthropes, des magistrats. C'est aussi celle de quelques ouvrages, dont celui de Louis Roubaud paru en 1925, et celui du journaliste Henri Danjou, *Les enfants du malheur* paru en 1932, qui dénoncent avec violence les bagnes d'enfants.

L'Administration pénitentiaire réagit à ces critiques par un décret du 31 décembre 1927 qui va remplacer le terme de colonie pénitentiaire par celui de maison d'éducation surveillée. Autre changement, les surveillants sont appelés moniteurs, les colons deviennent pupilles. En fait, c'est un texte de pure forme, qui ne change rigoureusement rien au fonctionnement de ces institutions ; seules deux modifications dérisoires : en devenant moniteurs, les surveillants abandonnent leur képi pour le remplacer par une casquette et les colons en devenant pupilles échangent leurs sabots contre des galoches.

En 1930, un règlement du ministère de la Justice du 10 avril modifie l'organisation des maisons d'éducation surveillée en introduisant le système progressif. La maison d'éducation surveillée est partagée en quatre sections :

- une section d'observation où le pupille est l'objet d'un examen physique et moral ;
- une section d'épreuve de type carcéral ;
- une section de mérite qui regroupe les pupilles qui ont donné des gages d'amendement ;
- apparaîtra ensuite dans la pratique, une section d'excellence où le pupille bénéficie d'avantages matériels dans sa vie quotidienne.

C'est en fonction de l'amélioration de son comportement que le pupille pourra évoluer d'une section vers une autre, mais l'inverse est aussi possible : on peut revenir de la section mérite à la section épreuve. Dans la réalité, c'est beaucoup plus l'adaptation à la vie de l'institution qui est privilégiée que l'évolution morale du pupille. Le résultat en sera que le plus souvent, ce sont les petits caïds que l'on retrouvera en section mérite et excellence, les plus impulsifs pouvant rester très longtemps en section épreuve, voire n'en jamais sortir. On pourrait parler de pédagogie du caïdisme. Le système progressif n'est utilisé que modérément à Aniane où l'on continue à répartir les pupilles entre petits, moyens et grands. Ces quelques velléités de réforme sont sans effet notoire. Rien n'a changé en fait depuis plus de cinquante ans.

La révolte de Belle-Île-en-Mer le 27 août 1934

C'est cette révolte des pupilles qui mettra le feu aux poudres avec la ténacité et le talent d'un journaliste, Alexis Danan,⁽⁴⁸⁾ qui sera à l'origine de campagnes de presse qui dureront trois ans.

Un incident mineur est à l'origine de cette révolte qui couve depuis quelques semaines. Au réfectoire, le 27 août au soir, un pupille a mordu dans son fromage avant d'avoir bu sa soupe, c'est contraire au règlement. Le « moniteur » se saisit de lui pour l'emmener au quartier de discipline, les jeunes du réfectoire prennent fait et cause pour leur camarade, c'est le début de la révolte. Une cinquantaine de pupilles franchissent les murs d'enceinte. La population et les vacanciers se lancent à la poursuite des évadés et bénéficient d'une prime de l'Administration après la capture (c'est le terme officiel).

Cet épisode fut largement connu, en particulier grâce à un poème de Jacques Prévert, « La chasse à l'enfant », qui fut chanté pendant quelques années par une interprète populaire : Marianne Oswald :

« Bandit ! Voyou ! Chenapan !
 « Au-dessus de l'île on voit les oiseaux.
 « Tout autour de l'île il y a de l'eau
 « Bandit ! Voyou ! Voleur ! Chenapan !
 « Qu'est-ce que c'est que ces hurlements...
 « C'est la meute des honnêtes gens
 « Qui fait la chasse à l'enfant ! »⁽⁴⁹⁾

La campagne de presse lancée par Alexis Danan dans les grands journaux parisiens eut une influence sur l'opinion publique. Fin août, les gros titres parlaient des « mutins de Belle-Île », quelques semaines après on évoque « les petits colons ».

L'opinion publique, pour la première fois, prend fait et cause en faveur des colons. Vers 1934-1935, la délinquance juvénile n'inquiète pas, jamais son niveau n'a été aussi bas depuis le début du siècle, il est à remarquer que très peu d'enfants sont nés entre 1914 et 1918...

Une commission parlementaire est constituée dès 1934. Elle aboutira au décret-loi du 30 octobre 1935, qui dépénalise le vagabondage et parle d'assistance éducative pour les mineurs vagabonds qui ne relèvent plus du pénal. Le gouvernement du Front populaire fait voter deux lois : la réforme de la

(48) Alexis Danan, journaliste à *Paris Soir*, vient de terminer un reportage sur le bagne de Cayenne lorsqu'éclate la révolte de Belle-Île. Il sera le véritable animateur de ces campagnes de presse qu'il a longuement évoqué, vingt-cinq ans plus tard, dans un ouvrage connu *L'épée du scandale*, Paris, 1961. Il a consacré la dernière partie de sa vie à la défense des enfants maltraités.

(49) Jacques Prévert, *Paroles*, Paris, Gallimard, 1949.

maison d'éducation surveillée de Saint-Maurice le 13 août 1936 et la réforme de la maison d'éducation surveillée de Saint-Hilaire le 12 juillet 1937. On ne prévoit pas la réforme d'Aniane.

Les réformes de Saint-Maurice et de Saint-Hilaire ne débiteront en fait qu'en 1938 avec la collaboration de la direction de l'Enseignement technique, en particulier à Saint-Maurice, et l'arrivée timide d'un nouveau personnage auprès des mineurs de justice : le moniteur-éducateur, mi-scout, mi-instituteur.

(50) Pour plus de détails lire : *Cahiers d'arts et traditions rurales* n° 8/9, *ibid.*, p. 10-30.

La révolte d'Aniane des 27 et 28 août 1937⁽⁵⁰⁾

Elle marque trois ans plus tard, jour pour jour, l'anniversaire de la révolte de Belle-Île-en-Mer. Simple coïncidence... Lisons *Le Petit Méridional* du 28 août 1937 :

« À 8 heures du soir, les 120 pupilles du dortoir n° 3 montent l'escalier qui va au dortoir, les 60 premiers arrivent, refusent de se coucher et brisent les vitres, les portes, les ampoules électriques et jettent tous les morceaux dans l'escalier. Un gardien et le directeur qui interviennent sont blessés... Les "mutins" descendent alors dans la cour n° 2 et essaient d'entraîner les pupilles de la cour n° 3 [*il semble d'après la presse locale que les pupilles des cours 1 et 3 refusent de faire cause commune...*]. Le feu est mis aux copeaux de l'atelier de menuiserie ce qui embrase les ateliers voisins. Les "mutins" franchissent le chemin de ronde et "prennent la clé des champs". »

« Le secrétaire général de la préfecture est sur les lieux dès 21 heures 30, ainsi qu'une cinquantaine de gendarmes. À 23 heures arrivent les gardes mobiles d'Agde... Vers une heure du matin, les pupilles massés dans la cour regagnent leur dortoir. »

Une nouvelle révolte a lieu le lendemain où une dizaine de colons mettent à nouveau le feu à un atelier. Selon le directeur qui l'exprime devant la presse, « le climat était mauvais depuis quelques jours, il craignait des incidents ».⁽⁵¹⁾ Sur les 25 pupilles échappés, 18 sont arrêtés dans les 24 heures.

Le Petit Méridional conclut dans son édition du 29 août 1937 :

« Une nouvelle fois se trouve posé devant l'opinion publique un des problèmes les plus graves parmi ceux qui assombrissent l'avenir de notre pays : celui de l'enfance coupable... Que peuvent faire de vagues et superficielles réformes administratives là où s'impose une réforme fondamentale ? »

(51) *L'Éclair*, samedi 28 août 1937.

De l'aveu des gens les mieux qualifiés, la cause de tout ce mal réside dans les dangereuses promiscuités et dans l'éducation morale insuffisante de ces établissements... Il faut une sélection, un triage..., séparer les amendables de ceux qui ne le sont plus. Il faut que les éducateurs et les médecins aient le pas sur les surveillants et les moniteurs... Avant de punir ceux qui ont mal agi, il convient de les rendre aptes à comprendre ce qu'ils font et à distinguer le bien du mal.

Le rapport de l'inspecteur général Roumajon, 30 septembre 1937 ⁽⁵²⁾

La direction de l'Administration pénitentiaire, de plus en plus consciente de la nécessité d'une réforme profonde de ses établissements pour mineurs, a dès 1936 sollicité la direction de l'Enseignement technique, qui dépend du ministère du Travail, pour inspecter les maisons d'éducation surveillée. Il est fait appel à l'inspecteur général Roumajon, ancien directeur d'une école des arts et métiers. Il avait dès 1936 inspecté la maison d'éducation surveillée de Saint-Maurice et avait conclu son rapport ainsi : « Il s'agit en pleine adolescence d'un stage pénalisateur exigé par une fatalité inéluctable et sans aucune utilité que sa durée. » ⁽⁵³⁾ Condamnation sans appel. Il visite Aniane le 15 septembre 1937, les ateliers sont encore inutilisables du fait de l'incendie. Il y a 171 pupilles. Il détaille le nombre d'objets fabriqués (533 pelles... 3.871 gamelles... 1.097 cuvettes... 3.262 assiettes... 637 tinettes... 2.347 mètres de tuyau de poêle... 233 pantalons... 400 paires de brodequins...).

« Une telle production présente un intérêt réel au point de vue des économies qu'elle permet de réaliser..., elle ne me paraît compatible avec un apprentissage convenablement conduit. » ⁽⁵⁴⁾

« Les pupilles sont repartis dans les services suivant les besoins et non en fonction de leur aptitude. » ⁽⁵⁵⁾

« Tel qu'il est organisé le travail de l'atelier ne présente aucun intérêt éducatif. Il est subi par les pupilles, comme s'il faisait partie de la condamnation qu'ils ont encourue. Il ne contribue que dans une très faible mesure à leur redressement. Il ne comporte aucune préoccupation d'avenir. » ⁽⁵⁶⁾

L'inspecteur Roumajon ne pense toutefois pas qu'il faut supprimer la production : « Elle donne de l'intérêt aux travaux effectués, il faut l'organiser en fonction des pupilles. » ⁽⁵⁷⁾ Dans sa conclusion, il insiste sur l'importance de la sélection préalable des jeunes condamnés, si l'on veut réellement parler de

(52) Rapport de J. Roumajon sur la colonie d'Aniane, septembre 1937, publié dans *Cahiers d'arts et traditions rurales*, n° 8/9, *op. cit.*, p. 33-40.

(53) Rapport d'inspection de J. Roumajon sur la maison d'éducation surveillée de Saint-Maurice, mars 1936, document consulté à la bibliothèque 2RJ, CNFE-PJJ, Vaucluse.

(54) Rapport de J. Roumajon sur la colonie d'Aniane, septembre 1937, *op. cit.*

(55) *Ibid.*

(56) *Ibid.*

(57) *Ibid.*

réforme. La nécessité d'une orientation professionnelle des pupilles, la formation des personnels, une refonte totale du règlement, « surtout dans son esprit ». L'inspecteur général Roumajon fait une série de propositions relatives à la formation professionnelle et au choix des personnels techniques. Comme à la maison d'éducation surveillée de Saint-Maurice, il y a dans le rapport une proposition de collaboration de la direction de l'Enseignement technique avec l'Administration pénitentiaire. Au sujet de la formation des moniteurs-éducateurs, le rapport évoque une première formation de ce type de personnels qui avait été organisée à Fresnes en 1936 sous la responsabilité de Jacques Guérin-Desjardins, commissaire général des Éclaireurs. À cette formation, participait une vingtaine d'instituteurs détachés de l'Éducation nationale, cette expérience n'eut malheureusement pas de suite.

Si la réforme de Saint-Maurice se concrétise dès avril 1938 par une réelle collaboration entre la direction de l'Enseignement technique et l'Administration pénitentiaire à partir des orientations de l'inspecteur Roumajon, il n'en fut pas de même à Aniane qui ne bénéficia pas de la réforme. Bien au contraire, lorsque la colonie correctionnelle d'Eysses fut fermée en 1940, c'est Aniane qui, dans un projet demeuré fortement disciplinaire, recevra les punis des maisons d'éducation surveillée et les condamnés aux plus longues peines.

À la veille de la guerre, Vincent Hourcq qui dirige la maison d'éducation surveillée de Saint-Maurice depuis 1938, après avoir été sous-directeur d'Aniane en 1937, écrit : « On ne peut dire que les principes de l'éducation des pervers, des délinquants soient différents de ceux de l'éducation des enfants normaux, ils sont souvent les mêmes et ne varient que dans leur application. »⁽⁵⁸⁾

(58) Henri Gaillac,
op. cit.

Cette phrase est importante car elle est une manière de réintroduire l'enfant délinquant dans une normalité pédagogique et par là même de porter un regard beaucoup plus positif sur lui. Elle introduit la pratique pédagogique, la notion d'éducabilité du mineur délinquant.

Les souvenirs de deux pupilles d'Aniane pendant les années 1930

Les colons et les pupilles des maisons pénitentiaires en sortaient le plus souvent semi illettrés et ont rarement publié leurs souvenirs. Il y a toutefois des exceptions. C'est le cas, pour Aniane, d'Alan Kerdavid et de Jean Guy Le Dano.

Alan Kerdavid⁽⁵⁹⁾ fut pupille à Aniane au début des années 1930, il venait de la colonie de Mettray. Il décrit ainsi son arrivée à Aniane :

« À 18 heures, je franchis la grille qui se referme lourdement..., à l'entrée une longue allée bordée de palmiers, chacun de ces arbres était entouré de pierres blanches, un petit canal de terre assurait l'irrigation. Mon "gaffe"⁽⁶⁰⁾ parla avec le portier, il ira sur la deuxième cour, non sur la 3ème, il est trop jeune, pas assez costaud... Je fus conduit au mitard... l'on m'apporta des pois chiches, un petit morceau de bœuf, de la soupe, un morceau de pain..., un quart d'eau vineuse..., puis le prévôt m'apporta une paillasse et deux couvertures. Le lendemain, on me donna une paire de bleu, un béret basque grand modèle, une paire de galoches, une cravate, un mouchoir, une serviette, une chemise puis l'on m'amena au prétoire...

« Le prétoire est une petite salle. Par trois, nous accédions au tribunal. Devant une table se tiennent le directeur et deux assesseurs. Nous étions trois, le sous-directeur nous reçut un par un. Il avait coutume de poser cette question : "Vous ne vous faites pas enculer ?"... Je me contentais de le regarder d'un air méprisant, le déshabillant littéralement en lui disant : "Je ne mange pas de ce pain-là, Monsieur !" Mauvais contact, je devais en connaître la suite après, j'étais classé ! »

Après « être monté sans anicroches à la section mérite » et avoir obtenu le tableau d'honneur..., Alan Kerdavid aura 14 jours de mitard pour bagarres et « la section d'honneur cassée »... Trois mois après, « je remonte au tableau d'honneur » Il sera libéré à la « vingt et une »⁽⁶¹⁾ pour rejoindre le 146ème d'infanterie. « Je passai ma dernière nuit à l'infirmerie, le matin j'étais prêt à 5 heures... un vieux gaffe entra en trombe, me dit "mon vieux excuse-moi (pourquoi ? marrant ?), je suis en retard, voici ton pécule ! Ton livret de caisse d'épargne : 100 francs, l'autobus t'attend !" Il me fila mon ticket, me souhaita bon voyage ! Je grimpai dans le bus. Les gens habitués à ce genre de passager me regardaient sans animosité. Mais j'étais quand même la graine de vermine. »

Jean Guy Le Dano⁽⁶²⁾ vient de la colonie de Mettray, puis de la maison d'éducation surveillée de Saint-Hilaire. C'est un habitué des évasions. Il arrive à Aniane en décembre 1936 où il est placé jusqu'à la « vingt et une »...

« Quinze jours après mon arrivée à Aniane et mon passage au quartier cel-

(59) Alan Kerdavid,
Bagnes de gosses, Paris,
La pensée universelle,
1978, p. 68.

(60) Argot pénitentiaire
pour désigner le gardien.

(61) « La vingt et une »,
expression pénitentiaire
pour dire jusqu'à 21 ans.

(62) Jean Guy Le Dano,
La mouscaille, Paris,
Flammarion, 1917,
p. 58, préface de Frédéric
Pottcher.

lulaire morne et glacial, je suis affecté à la deuxième cour. Je reconnais de nombreux visages familiers, pour la plupart des évadés de Mettray. Un petit copain, Regolini, me décrit l'ambiance et la topographie :

« Ici on ne peut pas dire que la discipline soit tellement dure. On s'emmerde car il n'y a pas d'autres horizons que la cour, le réfectoire, le dortoir et l'atelier. Où vas-tu bosser ?

« J'ai cru comprendre que j'irai à la ferblanterie.

« Tu seras assez peinarde...

« Et pour se tirer en cas de mal du pays, facile ?

« Non, la colonie est construite sur une butte. D'un côté le bled, de l'autre un genre de précipice profond d'une vingtaine de mètres. Je te donne un conseil, tu en feras ce que tu voudras : évite le mitard, car, au bout d'un certain nombre de jours au gnouf, on se débarrasse de toi. Après Aniane, c'est Eysses... et là-bas, c'est pas du tout cuit...

« Je fais mon apprentissage de ferblantier. C'est très simple d'un bout de l'année à l'autre, nous fabriquons des tinettes et des lessiveuses en tôle galvanisée. Des milliers de tinettes ! Ça paraît impossible qu'il y ait assez de taulards en France pour s'asseoir sur ces gogzis... Les lessiveuses sont destinées aux centrales de femmes de Rennes, d'Haguenau, ainsi qu'aux maisons de redressement de Doullens et Cadillac. Les culs de lessiveuses sont de véritables parchemins, le moindre centimètre carré contient une déclaration d'amour adressée à une lectrice inconnue mais, comme nous, privée de tout ce qui fait la joie de vivre...

« Je m'ennuie à mourir, l'été est proche et avec lui mes idées de vagabondage me reprennent..., si je tente une troisième évasion, je suis décidé à la réussir... Je me cacherai pendant trois mois s'il le faut, je crèverai de faim peut-être, mais je serai dans les bois...

« Et si nous tentions une révolte ?

- « Tu n'y vas pas de main morte... toutes les tentatives ont échoué... les complots ont toujours été découverts et les comploteurs fourrés au gnouf pour 90 jours et transférés à Eysses.

– « Nous choisirons des gars sûrs.

– « Dans le tas, il y a toujours une ordure... L'Administration récompense le délateur... L'idéal c'est la révolte spontanée... »

Jean Guy Le Dano fut un des éléments actifs des révoltes des 27 et 28 août 1937, cela lui valut un long séjour à la colonie d'Eysses, avant que le 23 avril 1938, la cour de Montpellier aggravant toutes les peines qui avaient été prononcées par le tribunal correctionnel à l'égard des mutineries d'Aniane, le condamne lui et sa vingtaine de co-inculpés à des peines de 10 à 12 mois de prison ferme et pour huit d'entre eux à l'envoi dans les bataillons d'Afrique à l'issue de leur peine.

La période de guerre (1940-1945)

Elle est marquée sur le plan de l'enfance délinquante par une loi du 27 juillet 1942 qui s'inscrit pleinement dans les politiques de la jeunesse privilégiée par le gouvernement de Vichy. La jeunesse délinquante est une jeunesse à sauver, à encadrer, mais il faut aussi s'en protéger. Le chiffre de la délinquance juvénile double entre 1940 et 1945, les circonstances de la guerre, l'exode, près de 2 millions de pères prisonniers, le marché noir, une délinquance économique qui se développe expliquent facilement cette augmentation.

La loi de 1942 qui n'est pas sans lien avec les campagnes de presse contre les bagnes d'enfant de l'avant-guerre remplace la notion de discernement par celle de l'éducabilité du mineur délinquant. Sur le plan des institutions, elle privilégie la création de centres d'observation, de centres d'accueil où l'on voit apparaître de jeunes éducateurs souvent issus du scoutisme et des chantiers de jeunesse pour lesquels on ouvrira les premières écoles de formation à Toulouse en 1942, à Montpellier et à Lyon en 1943.

À l'Éducation surveillée, toujours dépendante de l'Administration pénitentiaire, les réformes reprennent à Saint-Maurice et à Saint-Hilaire dès 1942. Aniane, héritière de la colonie correctionnelle d'Eysses, échappe à ce nouveau mouvement de réforme et demeure dans un projet essentiellement correctif et disciplinaire.

Nous disposons de très peu d'éléments sur cette période de la guerre à Aniane, les archives de l'institution qui viennent d'être transférées aux archives départementales de l'Hérault pourront apporter des éléments nouveaux. À signaler toutefois, qu'au moment de l'exode de juin 1940, les pupilles de Saint-Maurice ont été évacués sur Aniane. Ils y sont restés jusque vers mai 1941. Cela n'aura pas d'incidence éducative sur Aniane, si ce n'est que pendant un an, la population

de l'institution doublera, d'où un système disciplinaire renforcé. On sait aussi qu'en décembre 1943, les francs tireurs et partisans de la région se saisissent de vêtements à l'institution avec la complaisance évidente du directeur de l'époque. En novembre 1944, deux jeunes miliciens furent placés par le procureur à Aniane dans le souci vraisemblable de les faire échapper à la vindicte populaire, le maquis vint les chercher dans l'institution et ils furent tous deux fusillés.⁽⁶³⁾

(63) Information
donnée par M. Jaoul
(Aniane, 1997).

Le principe de l'éducabilité du mineur délinquant **L'ordonnance du 2 février 1945**

L'ordonnance, en abandonnant la vieille notion de discernement qui remonte à 1791, confirme le principe de l'éducabilité du mineur délinquant qui avait déjà été retenu par la loi du 27 juillet 1942. Elle généralise l'implantation des tribunaux pour enfants sur tout le territoire et crée les juges des enfants. Dans la lignée de la loi de 1942, elle privilégie la nécessité de l'étude de la personnalité du mineur délinquant et la création de centres d'observation à cet effet.

Plus qu'une révolution, ce texte apparaît plutôt comme le long aboutissement de toute une succession de débats, de velléités de réformes concernant l'intervention auprès du mineur délinquant. Qualifiée au moment de sa promulgation de « véritable charte de l'enfance délinquante », ⁽⁶⁴⁾ elle figure comme un texte fondateur en rupture avec le passé. S'il y a rupture, c'est bien par cette prééminence quasi absolue donnée à la mesure éducative. Dans l'ordonnance, la mesure pénale n'est plus qu'« une dérogation à titre exceptionnel et par décision motivée ». Un pas semble avoir été franchi, l'ambiguïté entre peine et mesure éducative disparaît.

Cette primauté accordée à l'éducation s'inscrit dans une longue histoire, mais elle part aussi de l'idée que le mineur délinquant, en 1945, est considéré davantage comme un mineur inéduqué que comme un sujet responsable. S'il y a une responsabilité, il faut aller la chercher dans le milieu, dans la famille.

Au lendemain de la Libération, on est dans une problématique de rééducation, de « sauvetage de l'enfance ». Cette enfance, dont l'exposé des motifs de l'ordonnance souligne combien elle est indispensable au pays : « La France n'est pas assez riche d'enfants pour qu'elle ait le droit de négliger tout ce qui peut faire des êtres sains. »

(64) *Les problèmes de
l'enfance délinquante*,
Paris, Éditions familiales
de France, 1946.

La création d'un statut d'éducateur de l'éducation surveillée en avril 1945 et celle d'une direction de l'Éducation surveillée le 10 septembre 1945, qui conquiert son indépendance sur l'Administration pénitentiaire, dont elle était un simple service depuis 1927, s'inscrit pleinement dans la logique de l'ordonnance du 2 février 1945.

La toute jeune direction de l'Éducation surveillée aura à trouver, au travers de ses orientations et de ses pratiques, une voie originale qui lui permette de se désengager de la culture pénitentiaire dont elle était issue, tout en demeurant dans une logique judiciaire. Cette démarche sera d'autant plus difficile que les premières institutions publiques d'éducation surveillée (IPES) sont pour la plupart d'anciennes maisons de correction (Saint-Hilaire, Saint-Maurice, Belle-Île, Aniane) et que les premiers personnels éducatifs sont souvent issus de l'Administration pénitentiaire.

La réforme de 1945, Aniane reste une institution corrective jusqu'en 1953

Bien que relevant de la nouvelle direction, l'Éducation surveillée conservera pendant quelques années un statut d'institution corrective. On y enverra les mineurs les plus difficiles, les indisciplinés des IPES et les mineurs condamnés, dont certains mineurs criminels. La direction de l'Éducation surveillée souhaitant réformer le plus rapidement possible des institutions de rééducation, conserve momentanément une institution au régime plus disciplinaire. Ce sera Aniane pour les garçons et Cadillac pour les filles. Un rapport du directeur d'Aniane, daté de décembre 1945, nous apprend que l'institution a la charge de 200 mineurs. Elle dispose de six ateliers dans les métiers du bois, du fer et du bâtiment et seulement trois instructeurs techniques. Les apprentis (on abandonne le terme de pupille) « sont entassés à 35-40 par ateliers ». Trois nouveaux instructeurs sont attendus pour 1946. Il est à remarquer que de nombreux personnels pénitentiaires seront maintenus provisoirement jusqu'en 1951 dans des fonctions de surveillance, mais ils ne portent plus l'uniforme, ce qui ne sera pas sans poser problème pour certains qui perdent là un symbole de leur autorité. L'enseignement scolaire d'une durée journalière de 2 heures 30 est délivré par un instituteur diplômé, un éducateur adjoint et un ancien maître du cadre pénitentiaire.

Le recrutement des nouveaux personnels de l'Éducation surveillée sera très lent. Pour des raisons budgétaires, le concours d'éducateur qui nécessite le baccalauréat ne sera mis en place qu'en 1951. En attendant, les institutions recrutent localement des bacheliers en tant qu'éducateur et les non bacheliers en tant qu'éducateur adjoint. Ce sera un recrutement lent, aléatoire ; beaucoup de candidats à ce poste ne resteront que quelques mois. La direction de l'Éducation surveillée, pour accélérer la réforme, essaiera d'obtenir de l'Éducation nationale des instituteurs détachés mais leur venue sera limitée. L'univers de vie des pupilles n'a guère changé. L'institution est toujours clôturée par de hauts murs, seule la porte officielle s'est ouverte sur le village. Les pupilles continuent à coucher dans d'immenses dortoirs, compartimentés en cellules grillagées. À ce sujet, le directeur demande la création d'un dortoir par groupe de 25 jeunes. La seule innovation perceptible se situe au niveau des loisirs. Deux équipes de football viennent d'être créées sous la raison sociale « Équipe sportive d'Aniane », il est prévu qu'elles participent à des championnats locaux.

En revanche, le quartier des condamnés est pérennisé, il est clos, n'a pas de contact avec le reste de l'institution. Les jeunes qui y sont détenus travaillent tous à l'atelier de tailleur dont l'objectif de production reste le souci majeur.

Qu'en est-il de la réforme éducative ?

Une amorce de réforme est évoquée par A. Veyrune, professeur technique à l'institution d'Aniane dans un article de la *Revue de l'éducation surveillée* ⁽⁶⁵⁾ de 1946 intitulé « Aniane, bagne d'enfants ? » On attend l'arrivée prochaine d'instructeurs professionnels qui seront formés au centre de formation des cadres professionnels de la rue Dareau à Paris. En 1946, quelques jeunes élèves de l'institution ont réussi leur certificat d'aptitude professionnelle, « malgré un niveau scolaire qui est le plus bas des différentes maisons de correction ». On parle de « formation humaine ». À Noël 1944, les élèves ont participé à l'organisation de l'arbre de Noël des prisonniers et des déportés, organisé par l'union des œuvres sociales de la commune d'Aniane. Ils ont, à cette occasion, construit une centaine de jouets et d'œuvres d'art, d'autres ont représenté des sketches et comédies dans la salle des fêtes de la localité. « La troupe théâtrale qui a été créée se perfectionne en vue d'une tournée envisagée dans plusieurs localités de la région. »

(65) *Revue de l'Éducation surveillée*, n° 3, juillet 1946, p. 42-46.

Il est à souligner que cette modification des rapports des institutions d'Éducation surveillée avec l'environnement sera une des priorités des premiers directeurs de l'après-guerre : Victor Ventré à Saint-Hilaire, René Courtois à Saint-Maurice et H. Cambus à Aniane. Malgré ces velléités de réforme, Henri Michard, inspecteur de l'Éducation surveillée, lors de sa première visite à Aniane en février 1946,⁽⁶⁶⁾ est impressionné « par le côté correctif de la maison », caractère, ajoute-t-il, qu'on ne peut lui reprocher, puisque c'est la fonction que lui donne actuellement la direction de l'Éducation surveillée. Il souhaite toutefois que l'on modifie l'installation des dortoirs « vétustes, sans aération, sales... tout en maintenant l'isolement des nuits en chambrettes ». Quant à la dizaine de jeunes criminels qui sont maintenus dans un quartier à part, Henri Michard propose qu'ils soient admis dans d'autres ateliers que celui de tailleur, « formation qui ne paraît pas déboucher sur de l'embauche ».

Henri Michard refait une inspection en mai 1948,⁽⁶⁷⁾ il souligne les gros progrès de l'institution dans le domaine des activités dirigées et des activités théâtrales. La même année, on lit dans le rapport de la direction de l'Éducation surveillée au garde des Sceaux que « les salles de groupe, les classes, les réfectoires ont été remis à neuf, que de nouveaux ateliers viennent d'être terminés, ce qui va pouvoir élargir la gamme des formations professionnelles propres ».⁽⁶⁸⁾

À ce sujet, les réussites au CAP sont encourageantes en 1947, 34 élèves sur 47 présentés le réussissent, en 1948, 31 élèves sur 48. Il est à remarquer toutefois que ces résultats sont inférieurs à ceux des autres institutions d'Éducation surveillée, mais rappelons-le, la population est plus difficile. C'est un des points que souligne H. Cambus, le directeur de l'institution.

Les jeunes placés à Aniane. Le problème des « inéducables »

En février 1949, le directeur H. Cambus rappelle, dans un rapport⁽⁶⁹⁾ au directeur de l'Éducation surveillée, qu'Aniane « reçoit presque exclusivement les mineurs indisciplinés des autres IPES et qu'il serait nécessaire que l'institution ait aussi la possibilité d'envoyer dans un quartier de maison centrale les 15 ou 20 mauvais sujets inamendables et rebelles à toute méthode d'éducation... Jusqu'alors, *poursuit-il*, ils ont été envoyés dans la section de fermeté⁽⁷⁰⁾ de l'institution... Une certaine catégorie de mineurs n'a pas sa place dans nos maisons et il serait prudent d'envisager la création de prison école ». Une créa-

(66) Rapport d'inspection d'Henri Michard sur l'institution corrective d'Aniane, février 1946, document consulté à la bibliothèque 2RJ, CNFE-PJJ, Vaucresson.

(67) *Ibid.*

(68) Rapport du directeur de l'Éducation surveillée au garde des Sceaux, Imprimerie administrative de Melun, 1949.

(69) Lettre du 21 février 1949 du directeur de l'IPES au directeur de l'Éducation surveillée, fonds Brisset, versement n° 20000111, Centre des archives contemporaines, Fontainebleau.

(70) Isolement.

(71) Rapport du directeur de l'Éducation surveillée au garde des Sceaux, Imprimerie administrative de Melun, 1950.

(72) Jacques Bourquin, « L'institution spéciale d'éducation surveillée. Une création de 1952 pour les mineurs difficiles », *le Temps de l'histoire*, n° 1, janvier 1998.

(73) Georges Ohnet, dramaturge français, 1848-1918.

tion de ce type est envisagée par l'Administration pénitentiaire à Oermingen.

D'après le rapport de 1949⁽⁷¹⁾ de la direction de l'Éducation surveillée au garde des Sceaux, il est précisé qu'Aniane reçoit 85 % de récidivistes pour 15 % de délinquants primaires, et que la moyenne d'âge est particulièrement élevée, plus de 60 % des élèves ont entre 19 et 21 ans. 80 % d'entre eux sont d'origine urbaine dont plus de 55 % originaires de la région parisienne. L'éloignement du milieu plaide certainement pour le placement des jeunes parisiens à Aniane.

En 1950, le rapport annuel de la direction de l'Éducation surveillée conclut qu'« Aniane remplit tant bien que mal le rôle d'institution corrective pour lequel elle n'est pas faite et que le principe d'un établissement spécialisé pour les mineurs difficiles est enfin admis ».

C'est en 1953 qu'Aniane va abandonner son caractère correctif pour devenir une IPES. En 1954, la direction de l'Éducation surveillée ouvrira deux institutions spéciales pour les mineurs les plus difficiles, en abandonnant à l'Administration pénitentiaire le problème des mineurs condamnés à des peines de prison.

Ces deux institutions spéciales ouvertes, dans deux anciennes prisons désaffectées, aux Sables d'Olonne⁽⁷²⁾ pour les garçons, à Lesparre pour les filles, ne recevront chacune qu'un petit effectif de jeunes, une vingtaine. On y privilégie une intervention de type individualisé et de courte durée, environ six mois. C'est un tout autre modèle que celui du gros internat de rééducation.

Aniane, pendant cette période de mutation vers le modèle de l'IPES, poursuit le développement de ses activités pédagogiques et son ouverture vers l'extérieur.

En 1951, sont prévus l'installation d'une piscine et l'achat d'un terrain de sport qui sera contigu à l'institution. Sur le plan sportif, l'équipe de football concourt au championnat du Languedoc où elle se classe cinquième. Un camp volant est organisé dans les gorges du Tarn avec 13 élèves. La troupe théâtrale présente au public *Le maître des forges* de Georges Ohnet⁽⁷³⁾ avec la collaboration du corps de ballet de l'opéra de Montpellier. On organise un ciné-club et paraît la même année le premier numéro du journal *La Cigale*, fait avec les élèves et qui, pendant plus de vingt ans, sera largement diffusé à l'extérieur de l'institution, en particulier auprès de la population du village.

Claude Charmes,⁽⁷⁴⁾ qui a été élève à Aniane entre 1950 et 1952 où il prépare son CAP de fraiseur, évoque dans un beau livre, *Le maximum*, cette période d'Aniane. « Il y avait les “articles 67” : les criminels de 13 à 16 ans jugés par les Assises. Les pestiférés. Ceux qu'on ne voyait jamais... Notre journée commençait à 6 heures. Deux coups de balanciers dans les portes des cages à poules pour nous éveiller. Toilette à l'eau glacée. Petit-déjeuner au réfectoire. Atelier de 9 heures à 16 heures avec une heure d'interruption pour le petit-déjeuner. Ensuite, école, dîner, temps libre et coucher à 22 heures. »

Au bout d'un an, Claude Charmes était à la division d'honneur, le groupe des Aiglons, où l'on pouvait pratiquer le basket et monter des pièces de théâtre : *Michel Strogoff*, *l'Arlésienne*... « Des jeunes filles habitant la région nous donnaient la réplique. Des flirts s'ébauchaient. » En avril 1952, Claude Charmes réussit le concours d'élève mécanicien de la base aérienne de Nîmes... Puis tout s'écroule, il vole une moto, il est renvoyé et se retrouve au cachot à Aniane. (Plus tard, devenu escroc, il sera accusé d'un meurtre pour lequel il est condamné à mort en 1960. Il sera gracié par le général de Gaulle et passera 14 ans en prison, avant d'en sortir en 1974 avec une maîtrise de droit et de sociologie).

1953, Aniane abandonne son aspect correctif et devient IPES

En mai 1953, Paul Lutz, magistrat, inspecteur de l'Éducation surveillée, un des théoriciens de la rééducation des mineurs délinquants, passe huit jours à Aniane, dont il donne une description très détaillée dans un rapport⁽⁷⁵⁾ très prospectif.

Il est manifestement impressionné par la qualité des ateliers de formation dont il écrit : « Ils sont parmi les mieux équipés du secteur de la rééducation. » Il mentionne la rénovation des locaux, « trois classes au-dessus des réfectoires, des salles d'activités (reliure, bibliothèque, modèles réduits) ». Chaque groupe de 34 élèves dispose d'un local « malheureusement trop petit ». Il mentionne de nouveaux réfectoires « où l'on a remplacé les grandes tables par de petites tables octogonales ». La cuisine a été modernisée, de nouveaux dortoirs ont été installés. Paul Lutz souhaite que les anciens dortoirs cellulaires, qui subsistent autour du cloître, soient remplacés. Il demande la suppression du quartier d'isolement « qui est une véritable maison d'arrêt cellulaire » et

(74) Claude Charmes, *Le maximum*, Paris, Stock, 1974, p. 79 *sqq.*

(75) Rapport d'inspection de Paul Lutz sur l'IPES d'Aniane, 12-21 mai 1953, document consulté à la bibliothèque 2RJ, CNFE-PJJ, Vaucresson.

que la section d'accueil, celle des arrivants, soit installée dans les locaux de l'infirmierie, auprès de laquelle on pourrait néanmoins installer quelques cellules d'isolement pour les jeunes.

Les élèves

Ils sont 134, 90 % d'entre eux ont fait l'objet d'un placement antérieur, dont 25 % dans d'autres institutions d'éducation surveillée dont ils ont été renvoyés. Plus de la moitié viennent de maisons d'arrêt « où ils ont pris souvent la mentalité des détenus récidivistes ». Paul Lutz pose à ce sujet le problème de la détention préventive des mineurs : « C'est une question grave non résolue, le passage à la prison, même très court, ne conduit-il pas les mineurs à la perversion définitive, à l'anti-socialité ? »

Il remarque en même temps que « la plupart des mineurs ont commis des délits dès l'âge de 12 à 14 ans et que les premiers délits n'ont pas été sanctionnés ». Ne faut-il pas une intervention plus précoce qui pourrait éviter la détention préventive ?

Concernant les mineurs placés à Aniane, 85 % d'entre eux sont placés jusqu'à 21 ans pour une durée qui, souvent, excède le temps nécessaire à la formation professionnelle, d'où l'ambiguïté de la mesure éducative qui peut avoir un aspect de peine éducative.

Les personnels

Autour du directeur et de son adjoint, 24 éducateurs dont une quinzaine sont bacheliers, mais dont une infime minorité a reçu une formation spécifique au Centre de formation et d'études de Vaucresson qui vient d'ouvrir en 1952. Deux assurent les fonctions d'instituteurs. Un professeur technique, son adjoint et 12 enseignants techniques issus pour la majorité du monde du travail avec un CAP ou un brevet professionnel. Une dizaine de personnels administratifs sous l'autorité d'un économiste. Au total, 70 membres du personnel (parmi lesquels cuisiniers, lingères, veilleurs de nuit...).

Aniane est en 1953 dans une période charnière où l'éducation l'emporte progressivement sur les références pénitentiaires.

Le projet éducatif a comme fonction essentielle la réadaptation sociale du jeune, on parle aussi de rééducation. La mesure éducative reste liée à celle de

sanction, mais dans un autre registre que celui de la mesure pénale. Certains jeunes disent en sortant : « J'ai payé ma dette à la société. »

Les jeunes vivent en groupe de 24, encadrés par deux ou trois éducateurs dont le rôle est de créer un climat « sain » à l'intérieur du groupe tout en leur faisant acquérir de « bonnes habitudes de vie », l'éducateur s'investit aussi avec les jeunes dans le domaine des loisirs, du sport, du soutien scolaire. Pédagogiquement, on privilégie beaucoup la notion de « vivre avec les jeunes ». Sorte de substitut parental, l'éducateur doit être un modèle, on dira plus tard image d'identification.

La référence du système progressif établi au début des années 1930 subsiste encore à Aniane au milieu des années 1950. On distingue plusieurs types de sections⁽⁷⁶⁾ qui portent des noms d'animaux (référence au scoutisme ?) :

- une section « d'accueil » de 15 à 20 élèves ;
- trois sections normales de 24 élèves chacune (les Dauphins, les Marsouins, les Éperviers) ;
- une section « mérite » de 3 groupes d'une vingtaine (les Aiglons, les Lionceaux, les Dogues) ;
- une section « honneur » de 12 élèves. Cette dernière section fonctionne sur le modèle du « *self government* », elle n'a pas d'éducateurs. Les jeunes y bénéficient d'un régime plus libéral et de sorties libres le samedi et le dimanche. C'est pour les élèves les plus anciens et les plus méritants, un retour progressif à une vie plus autonome.

Le passage d'une section à une autre est lié à la notation censée traduire l'amendement de l'élève. À ce sujet, Paul Lutz considère qu'il y a là « une conception erronée de l'amendement, disposition du for intérieur. Le conformisme à la discipline de l'établissement n'a pas grand-chose à voir avec le mérite. » Il s'agit, conclut Paul Lutz, de « confondre moralité et conformisme social. Ce système progressif ne correspond pas à la réalité psychologique de l'adolescence ». Il y a là la volonté d'introduire dans la rééducation ce qui touche à l'évolution profonde de l'adolescent, et non pas à une simple adaptation à la norme et à la vie institutionnelle.

Sur le plan disciplinaire, l'inspecteur trouve qu'il subsiste un usage excessif de la sanction qui dans bien des cas n'amène à aucun résultat... Untel a été mis à l'isolement pour avoir refusé de manger des petits pois, puis s'être mon-

(76) Article sur Aniane
in *Pédagogie du groupe*
dans les internats, CFEES,
Vaucresson, 1956,
p. 25-27.

tré impertinent avec son éducateur... « Une foule de petits faits anodins donnent lieu à des conseils de discipline et à l'isolement au quartier disciplinaire... Il y a là des séquelles évidentes de la culture pénitentiaire et cela pose le problème de la formation à donner aux éducateurs. »

L'apprentissage professionnel

C'est à cette époque la clé de voûte de la rééducation, comme l'écrit en 1950, René Courtois,⁽⁷⁷⁾ le réformateur de Saint-Maurice. « L'apprentissage est un acte d'homme qui rapproche le jeune du statut de l'adulte. Il est de surcroît le moyen essentiel de la réinsertion sociale. »

Il y a à Aniane, en 1953, six ateliers de formation professionnelle – mécanique générale métaux en feuille – plomberie sanitaire – forge/serrurerie – bâtiment (maçonnerie et menuiserie) – cordonnerie, dont Louis Barthès nous donne les détails des projets dans son ouvrage sur Aniane.⁽⁷⁸⁾ On prévoit la fermeture de l'atelier tailleur. Les classes scolaires par groupe de 15 élèves fonctionnent en relation étroite avec la progression des divers ateliers. Le secteur agricole semble plus particulièrement destiné aux élèves d'origine rurale, ils sont rares, ou à ceux dont les capacités intellectuelles sont limitées.

Si l'apprentissage d'un métier et si possible la réussite à un CAP sont privilégiés, il s'agit aussi au travers de la vie de groupe avec l'éducateur et de la vie en atelier avec l'instructeur d'agir sur le comportement du jeune, de le socialiser par une acceptation des règles de l'institution. On est dans un processus de déconditionnement d'un milieu néfaste et de reconditionnement social. Il faudra toutefois attendre les années 1960 pour que l'institution commence à se démarquer de ces références très normatives pour évoluer vers un type d'intervention plus individualisé, plus centré sur la personnalité du jeune. La formation des éducateurs qui se développera et l'apparition vers 1965 des premiers psychologues dans les IPES sera un des facteurs de cette évolution.

Concluant son rapport de 1953. Paul Lutz, malgré les améliorations constatées, reste réservé quant à l'évolution des sortants d'Aniane : sur 74 sortants, les prévisions sont négatives pour 32 d'entre eux, douteuses pour 20, positives pour 22. Ce modèle de la rééducation en IPES, qui en est à ses débuts, doit encore faire ses preuves.

(77) Dossier Saint-Maurice, fonds Brisset, versement n° 20000111, Centre des archives contemporaines, Fontainebleau.

(78) Louis Barthès, Edmond Braujou, Paul Marres, *Aniane de la Révolution à nos jours*, 1993, p. 134-138.

À partir de 1960, Aniane se réfère au modèle de l'école professionnelle

Avec l'ordonnance du 23 décembre 1958 sur l'assistance éducative, l'Éducation surveillée s'ouvre à la prévention. Ce texte donne la possibilité au juge des enfants, qui la réclamait depuis des années, de se saisir au civil lorsqu'il considère qu'un mineur est en danger ; ceci va avoir une incidence réelle sur les pratiques de l'Éducation surveillée : la population des jeunes qui lui sont confiés par les juges s'élargit, il ne s'agit plus uniquement des mineurs délinquants mais aussi ceux que les juges des enfants considèrent comme « en danger physique ou moral ou dont les conditions d'éducation sont gravement compromises ». De nouveaux modes d'intervention vont se développer dans les années 1960 : le recours au petit foyer ou au maintien du jeune dans sa famille par l'intermédiaire de l'action éducative en milieu ouvert.

Pour l'IPES qui abandonne progressivement la notion de rééducation pour s'inscrire dans une logique d'action éducative plus centrée sur le jeune, c'est une période d'ouverture sur l'environnement qui se développe avec l'abandon progressif des aspects encore très sécuritaires hérités de l'Administration pénitentiaire. L'IPES peut autant recevoir des mineurs délinquants que des mineurs en danger, en partant du principe que les uns comme les autres ont souvent les mêmes problèmes et que l'aspect traitement doit se substituer à la dimension sanction, le délit est surtout considéré comme un symptôme.

Louis Barthès, qui fut un des responsables pédagogiques d'Aniane pendant cette période, écrit dans son livre sur Aniane,⁽⁷⁹⁾ combien dès fin 1958, où l'institution reçoit un nouveau directeur, Victor Ventré,⁽⁸⁰⁾ l'ouverture sur l'extérieur va s'accélérer, en particulier dans la collaboration avec l'Éducation nationale et le Centre national de télé-enseignement.

Le quartier cellulaire a été détruit à la fin des années 1950, on a construit une piscine, un stade, certains ateliers sont ouverts le samedi après-midi aux jeunes du village,⁽⁸¹⁾ on organise des journées portes ouvertes pour montrer à l'environnement ce qui se fait à l'IPES. Le modèle de référence est de plus en plus celui de l'école professionnelle, type Éducation nationale.

La lecture de la brochure⁽⁸²⁾ qui, dès le début des années 1960, est envoyée aux familles des mineurs placés, est très instructive à cet effet. Elle s'intitule *Préparer des hommes pour demain*, au dos figure l'écusson de l'école : une roue

(79) *Ibid.*, p. 134-137.

(80) Victor Ventré, qui succède à H. Cambus, dirigera Aniane jusqu'en 1975.

(81) Témoignage de G. Molina, qui fut le dernier directeur de l'ISES.

(82) Brochure « Aniane », vers 1960-1962, document consulté à la bibliothèque 2RJ, CNFE-PJJ, Vaucresson.

dentelée entourant une étoile avec une devise qui n'est pas sans rappeler le scoutisme : « toujours mieux ».

Il est à remarquer que le terme « éducation surveillée » ne figure nulle part, on parle du centre d'enseignement général et professionnel d'Aniane.

La brochure d'une douzaine de pages est agréable à la lecture, illustrée de photos à la fois vivantes et studieuses, où loisirs, sports, apprentissage, vie de groupe apparaissent comme les lignes directrices de l'institution. « Notre but, *écrit-il*, est de développer avec le corps, le cœur et élever l'esprit. »

À ces fins, sont évoqués :

- l'éducation humaine et sociale « qui se fait progressivement par l'éducation générale, les conseils, les réflexions, les discussions dont les éducateurs font bénéficier les garçons aux heures de vie commune », c'est toute la référence à la pédagogie du groupe qui s'élabore avec l'éducateur ;

- l'enseignement scolaire, qui peut aller jusqu'à la préparation du brevet d'études du premier cycle, au baccalauréat (avec la collaboration du CNTE) ;

- l'enseignement technique professionnel, en vue de l'obtention du CAP ou d'autres certificats professionnels. Les formations se sont multipliées avec des instructeurs diplômés qui auront dans les années 1970 un statut de professeur technique adjoint. Les techniques enseignées sont la menuiserie du bâtiment, la limousinerie, la briqueterie, le ciment armé, la platerie, la peinture, la plomberie sanitaire, la forge, la soudure, l'ajustage, le tournage, le fraisage, la tôlerie auxquels s'ajoutent au cours des années 1960, le dessin industriel, la mécanique, montage frigoriste. Louis Barthès⁽⁸³⁾ décrit avec détail les progressions de certains de ces ateliers.

En 1960, les résultats aux examens sont très encourageants : sur 44 présentés au CAP, 39 sont reçus ; sur 56 présentés à la Formation professionnelle des adultes, 48 sont reçus. Plus d'un élève sur deux réussit son CAP en fin de 2ème année. Un rapport⁽⁸⁴⁾ d'inspection regrette toutefois que seuls 65 % des élèves de fin de 2ème année soient présentés au CAP, ce qui permet de conserver des pourcentages de réussite très importants. Il y a là une sorte de concurrence entre les diverses IPES de l'Éducation surveillée qui ne va pas toujours dans le sens de l'intérêt des élèves.

En mars 1961, Aniane, qui figure comme une institution pilote de l'Éducation surveillée sur le plan de la formation professionnelle, reçoit la visite du

(83) Louis Barthès, Edmond Braujou, Paul Marres, *op. cit.*, p. 134-137.

(84) Rapport d'inspection de Lucien Prétot sur l'IPES d'Aniane, mars 1962, document consulté à la bibliothèque 2RJ, CNFE-PJJ, Vaucresson.

garde des Sceaux, Edmond Michelet. Cette visite est largement commentée dans un des numéros de *La Cigale* :

« Après son arrivée dans notre école, M. Michelet rechercha particulièrement le contact avec nous dans chaque atelier, il alla vers nous au hasard en nous parlant simplement et familièrement : Sachez que nous nous intéressons beaucoup à vous, que vous n'êtes pas abandonnés, le pays tout entier vous prend en charge, mais il faut que vous appreniez un métier et que vous nous donniez l'impression que nous avons misé que de bons chevaux. »⁽⁸⁵⁾

Aux membres du conseil de délégués des élèves avec lesquels il a un entretien, il est amené à répondre à quelques questions, dont celle-ci qui illustre l'émulation existant entre les IPES :

« Pouvez-vous établir une comparaison entre Aniane et les autres centres ?
« (après une hésitation), Hé bien, voyez-vous, je ne voudrais pas dire du mal des autres centres, je les connais tous, vous êtes de loin en tête.
– « Pensez-vous que votre visite braquera les phares de la population sur cette école et enlèvera le discrédit qui est sur nous ?
– « Je ferai mon possible pour cela, il faut considérer votre école comme n'importe quel centre technique. »

On doit remarquer à ce propos l'existence d'un conseil de délégués des élèves, c'est une instance nouvelle de l'institution. Chaque groupe élit un délégué au conseil qui régulièrement rencontre le directeur pour présenter « les doléances, les suggestions et les souhaits des élèves ». Nous sommes là dans une logique qui s'apparente à l'apprentissage de la citoyenneté en coupant totalement avec ce qui pourrait encore relever de la soumission dans une optique pénitentiaire. Les récompenses sont prises en accord avec le conseil des élèves qui peuvent statuer sur le cas d'infractions aux règles collectives.

Le système progressif est abandonné, les jeunes sont affectés dans les groupes suivant qu'ils sont en première ou en seconde année d'apprentissage ou en période de fin de placement. À signaler toutefois que jusqu'en 1974, date de la majorité civile à 18 ans, un mineur pourra être placé à Aniane jusqu'à 21 ans et rester plus longtemps que la durée de sa formation professionnelle.

Dès la fin des années 1950, la direction de l'Éducation surveillée constate que :

(85) *La Cigale*, mars 1961, numéro consulté à la bibliothèque 2RJ, CNFE-PJJ, Vaucluse.

« les métiers enseignés fréquemment sanctionnés par un CAP ne sont pas toujours pratiques lors du retour à la vie civile ;

« les problèmes personnels des jeunes apparemment résolus dans le cadre de l'internat n'ont été souvent que refoulés pendant 2 ou 3 ans ;

« le retour dans la famille, quand il a lieu, est souvent problématique, d'autant que celui-ci n'a pas été préparé ;

« un nombre inquiétant de jeunes rechutent lors de leur retour dans leur milieu. » ⁽⁸⁶⁾

(86) Rapport annuel de la direction de l'Éducation surveillée, 1958, document consulté à la bibliothèque 2RJ, CNFE-PJJ, Vaucresson.

On en conclut que l'obtention d'un diplôme professionnel ne doit pas être le seul objectif de l'institution, qu'il y a tout un travail personnel à faire avec le jeune, il faut remarquer à ce sujet qu'il faudra attendre 1965 pour qu'un psychologue soit nommé à l'IPES. Le rapport insiste beaucoup sur ce qu'il appelle la post-cure, et la nécessité qu'il y a à préparer la sortie du jeune et à maintenir des rapports étroits avec la famille.

Des foyers de post-cure, sorte de moment intermédiaire entre l'internat et le retour dans le milieu familial, sont prévus dès 1962. Il faut bien remarquer que jusqu'à la fin des années 1950, et cela est très vrai pour Aniane, la famille est très absente des préoccupations pédagogiques des IPES qui se substituent totalement à elle. La brochure présentant l'institution à la famille que nous venons d'évoquer laisse encore en 1962 une place bien modeste à la famille.

« Renseignez-vous, travaillez avec nous, nous ne pouvons vous remplacer entièrement, votre adhésion et votre acceptation doivent entraîner celle de votre enfant. Il faut que vous réfléchissiez davantage sur votre rôle... »

Cette collaboration dans la réalité se limite souvent à une correspondance régulière avec l'enfant, à de rares visites ou permissions familiales. Il est vrai que ces familles sont, pour la plupart, lointaines sur le plan géographique. La brochure se termine par une conclusion volontariste et optimiste :

« Nous demandons à votre fils de la bonne volonté, à vous la compréhension de notre œuvre... Le résultat est alors garanti ! »

Épilogue...

À partir de 1975, un nouveau modèle : l'ISES, une institution éclatée

Pendant les années 1960 et 1970, la dynamique de la rééducation des mineurs délinquants et en danger se déplace progressivement de l'internat vers des

formes d'intervention nouvelles : le placement dans des petits foyers urbains, l'action éducative en milieu ouvert, l'individualisation de l'intervention traduit un autre rapport des jeunes à la vie sociale et à l'environnement. La délinquance des mineurs est surtout abordée comme un dysfonctionnement relationnel dans la famille. Ceci s'inscrit pleinement dans les orientations de la loi du 4 juin 1970 sur l'autorité parentale et l'enfant en danger, loi qui n'est pas sans influence sur le traitement de la délinquance des mineurs abordé dans une logique de plus en plus préventive. La loi préconise que chaque fois que cela est possible, le juge devra s'efforcer de maintenir le jeune dans son milieu, tout en favorisant à partir des mesures prises, le travail avec les familles.

C'est à partir de 1975 que la direction de l'Éducation surveillée abandonne sa politique d'internats traditionnels type IPES. Un nouveau modèle apparaît : celui de l'ISES, institution spéciale d'éducation surveillée. Il s'agit d'une institution proche des villes dont les fonctions sont polyvalentes (orientation, hébergement, milieu ouvert, formation professionnelle, famille d'accueil...) et indépendantes les unes des autres, ce qui permet une meilleure individualisation de la mesure éducative prononcée par le juge des enfants. Un jeune peut être hébergé au centre ou au foyer, suivre une formation à l'extérieur, mais aussi bien être maintenu chez lui, tout en étant suivi en milieu ouvert et suivre sa formation à l'institution. La stratégie mise en place est fondamentalement différente de celle de l'IPES. Ce n'est plus le jeune qui coûte que coûte doit s'adapter au projet global de l'institution sur une durée longue, c'est l'institution qui doit adapter sa réponse en fonction de ce qu'elle perçoit à un moment des problèmes du jeune.

C'est dans cette voie que va s'engager l'ISES d'Aniane à partir de 1975. Elle devient le siège du service d'éducation surveillée de l'Hérault qui est amené à créer dans le département des consultations, des foyers, des services de milieu ouvert. L'ISES d'Aniane est alors entièrement réorganisée, les élèves peuvent avoir en fonction des modalités choisies, un statut d'interne, de pensionnaire, d'externe. Certains sont hébergés à l'ISES, d'autres dans un foyer de Montpellier, la dimension formation professionnelle reste toutefois très importante à Aniane.

On passe en une vingtaine d'années d'un univers clos à un univers totalement tourné vers l'extérieur. Au sentiment d'exclure, pendant un temps dans

un objectif d'éducation et de protection de la société, le jeune qui n'était pas considéré comme conforme, se substitue l'idée que si l'on doit avoir une action sur lui, l'aider dans sa réinsertion, celle-ci doit se faire en coopération avec le milieu, avec l'ensemble des partenaires sociaux. C'est ce que la direction de l'Éducation surveillée appellera au début des années 1980, les politiques d'ouverture et de décroisement.

Malgré une pratique de formation professionnelle restée très performante dans les années 1980, l'ISES d'Aniane de moins en moins investie – on y placera de moins en moins de jeunes – sera fermée par la direction de l'Éducation surveillée en 1995.

Elle fut sûrement victime du poids très lourd de son passé, mais aussi de la difficulté de s'inscrire dans les orientations nouvelles de l'Éducation surveillée, puis de la Protection judiciaire de la jeunesse. La fermeture fut entre 1975 et 1995 le sort de toutes les institutions anciennes de l'Éducation surveillée, issues de l'Administration pénitentiaire dont l'histoire avait duré plus d'un siècle et dont la structure ne correspondait plus aux évolutions.

Aujourd'hui, une partie de l'institution, le cloître et les anciens ateliers, est un centre de rétention du ministère de l'Intérieur.

Dans l'autre partie, quelques éducateurs de la Protection judiciaire de la jeunesse, dans une structure mi associative, continuent à recevoir des jeunes dans un projet de formation à l'entretien des espaces verts et à l'exploitation d'un vignoble « Carte jeune ».